



## CLUB CONVAINCRE DU RHONE

### Forum du Club Convaincre du 26 janvier 2026 animé par Jacques GAGNEUR

#### Comment Crimée et Donbass furent perdus et pourquoi la Russie n'a pas gagné » ? Un difficile cheminement vers la paix

C'est ainsi qu'on pourrait intituler ce forum, en paraphrasant le titre de l'ouvrage de Jean-Pierre Filiu « Comment la Palestine fut perdue et pourquoi Israël n'a pas gagné - Histoire d'un conflit (XIX<sup>e</sup> -XX<sup>e</sup> siècle) ».

Qu'en est-il, en ce début de 2026, de cette guerre européenne où l'Ukraine est agressée depuis février 2014 (Donbass et Crimée), et plus fortement depuis le 20 février 2022 ?

Ce forum abordera les résultats d'une année 2025 particulièrement dense et chaotique, marquée par la première année de la présidence de Donald Trump et l'intensification de la pression militaire russe.

\*\*\*

Sources : *Le Monde, Le Grand Continent, Le Journal. Info, Télérama, France Inter, Arte, la Cinq, la Chaîne parlementaire, Ne pas subir, le blog de Guillaume Ancel.*

#### **1- Introduction**

Le Club Convaincre s'intéresse à la guerre en Ukraine depuis son début. Vous trouverez les compte rendu des trois premiers forum sur le site du Club Convaincre.

Cette année, l'essentiel s'est sans doute joué sur l'aspect diplomatique, il prendra l'essentiel de l'exposé.

De nombreux documentaires ont été présentés cette année, bien plus que les années précédentes. Ils donnent un peu de chair à ces événements.

Le 20 janvier 2025, Donald Trump prend ses fonctions de Président des USA pour un deuxième mandat, et gèle immédiatement l'aide étrangère américaine pour 90 jours. L'Ukraine, en guerre depuis 3 ans est directement impactée pour de nombreuses tâches non directement militaires : réparation d'infrastructures, éducation des jeunes proches du front, réintégration des vétérans, ... ainsi que le domaine crucial de l'information. C'est le premier des divers épisodes de douche écossaise que vont connaître les relations entre les USA et l'Ukraine au premier chef, mais aussi l'Europe, la Russie, la Chine et le reste du monde.

De façon synthétique, la Russie grignote très difficilement du territoire en mobilisant des moyens matériels et humains considérables : missiles et drones en particulier, conscrits, contractuels, mercenaires, troupes nord-coréennes, ... et parallèlement Poutine se joue de Trump (mélange d'inexpérience, de naïveté, de brutalité cynique et de vantardise) ...

Rappel de la position du pays agresseur, la Russie, et de ses exigences : fondamentalement, V. Poutine avait déjà dénoncé, lors de la 43<sup>e</sup> Conférence sur la sécurité à Munich en février 2007, le monde unipolaire dirigé par les USA, l'élargissement continu de l'Alliance atlantique à des pays autrefois dans l'URSS et le projet de Washington d'étendre son bouclier antimissile à l'Europe. Il affichait ainsi la volonté de reconsidérer l'architecture de sécurité de l'Europe, et signait là de début d'une stratégie de confrontation qui se traduisit par la conquête en 2008 d'une partie de la Géorgie (Ossétie du sud et Abkhazie), puis de la Crimée et du Donbass en 2014, précédant « l'opération militaire spéciale » qui a débuté le 24 février 2022. Les exigences initiales de cette agression étaient la capitulation de l'Ukraine, sa neutralisation (maintien hors de l'OTAN, réduction de son armée), sa « dénazification » (i.e. la chute du Président Zelensky), et l'annexion des territoires occupés. La Russie est très loin d'avoir atteint ses buts de guerre : annexion ou soumission/vassalisation de l'Ukraine, implantation d'un régime à sa botte, négation de l'identité ukrainienne. Et au-delà de la seule Ukraine, imposer sa vision de l'architecture de sécurité du continent européen, en condominium avec les USA.

L'Ukraine résiste à 1 contre 4 et ne cède que peu de terrain, afin d'épargner ses combattants le plus possible. Elle essaye d'éviter une mobilisation générale et protège ses plus jeunes. Elle développe elle-même des compétences en termes de matériels, tels que le drone FP-1 de la start-up Fire Point, lui permettant de frapper en profondeur les installations énergétiques (pétrole et gaz), logistiques (dépôts, infrastructures, ...) et militaires. Ces drones ne ciblent jamais des objectifs civils. Malgré la baisse des aides des Américains, l'Ukraine réussit assez bien. Les Américains ont pour le moment continué à donner des renseignements sur les cibles à atteindre en Russie et sur les alertes des missiles, drones qui arrivent.

Vaille que vaille, malgré l'usure au fil des mois, les bombardements visant directement la population civile, la vie se maintient à l'écart de la zone du front. Voir à ce sujet l'excellent documentaire « l'Invasion » de Sergei Loznitsa. Et en même temps, les conséquences dramatiques de la guerre sont très visibles, avec le Mémorial des héros, place de l'Indépendance à Kiev, ou la présence visible dans l'espace public des blessés amputés.

Jusqu'à l'été 2025, la confiance envers le Président Zelinsky, le pouvoir et l'armée ne connaît qu'une érosion modérée, mais elle est sérieusement ébranlée par la tentative avortée de mettre au pas les 2 organismes de lutte contre la corruption (le Bureau national anticorruption d'Ukraine (NABU) et le Parquet ukrainien anticorruption spécialisé (SAPO)) et surtout la révélation, en novembre 2025, de ministres corrupteurs -immédiatement limogés- dans son entourage proche, suivis par son bras droit Andriy Yermak.

## 2- En Ukraine, la vie quand même, sous les bombes

2.514 : c'est le nombre de civils ukrainiens tués en 2025, selon un rapport des Nations unies qui pointe l'année « la plus meurtrière » depuis le début de la guerre et fait aussi état de 12.142 blessés. Depuis le début de la guerre, le 24 février 2022, l'ONU a comptabilisé près de 15.000 civils tués et 40.600 blessés.

(Chiffres cités dans 20' du 12/01/2026)

Démographie : l'Ukraine se vide de ses habitants : émigration, de l'ordre de 6 millions, surtout femmes et enfants (parfois sans retour), morts au combat, occupation russe au sud et à l'est expliquent ce constat. 16/05/2025. On compte actuellement 3 morts pour 1 naissance !

Les opinions publiques : en Russie, selon le peu de sources fiables disponibles, l'opinion est majoritairement favorable à l'opération spéciale. En Ukraine, la population sur place maintient son appui au pouvoir et à l'armée qui résistent à l'envahisseur, malgré la grande lassitude bien compréhensible que l'on peut observer, à l'instar de Florence Aubenas sur France Inter le 24/01 dernier et dans le Monde du 21 janvier 2026.

70% des Ukrainiens sont engagés dans le volontariat, devenu l'un des piliers de la résistance à la Russie. 02/04/2025

Un documentaire remarquable sur la chaîne parlementaire (LCP) le 05/08/2025 : « Des trains dans la guerre » - A la rencontre d'Ukrainiens qui sillonnent le pays, une galerie de portraits sur le fil et des témoignages intimes sur une guerre sans fin.

« Premières classes » est le titre d'un documentaire de Kateryna Gornostai sur une année scolaire sous les bombes (10/09/2025)

Un autre documentaire également remarquable sur la 5 le 30/11/2025 : Les fantômes de l'Ukraine d'Anne Poiret, sur les femmes qui recherchent leurs hommes (disparus, morts ou prisonniers). Jusqu'à présent, les rares et maigres échanges de prisonniers sont la seule compensation issue des échecs successifs des essais de négociations.

Photographiée par Virginie Nguyen Hoang à Kherson, la vie souterraine comme refuge à la menace des drones. (28+29/09/2025)

Même sous la menace, les Ukrainiens vivent les fêtes de fin d'année, comme à Kharkiv qui illumine sa rue principale (03/01/2026). Une thérapie ou un antidépresseur, tant pour la population que pour les soldats en permission. De même que le théâtre ou la poésie sont vécus comme éléments et témoignages vivants de l'identité niée par l'agresseur russe. Ainsi nous l'a expliqué la poétesse Luba Yakymtchouk, en dialogue avec Blandine Rinkel au TNP ce jeudi 22 janvier 2026. Ou encore comme l'écrit Tom Buron avec son livre « Le nom de la bataille », mentionné dans Le Monde du 23/01/2026.

La justice ukrainienne poursuit son travail d'enquête sur de nombreux dossiers, impliquant des Russes mais aussi des Ukrainiens (01+02+03/11/2025). La guerre du droit accompagne le conflit armé en temps réel et en flux tendu (Christian Delage 03/04/2025)

La difficile et longue démarche de l'Ukraine pour intégrer l'UE, conduite par Olha Stefanishyna, vice-Première ministre du gouvernement Chmyhal (documentaire « *La ministre, la guerre, l'Europe* » diffusé sur Arte le 28/10/2025) devenue depuis ambassadrice de l'Ukraine à Washington.

### 3- Quelques aspects militaires

Les difficultés de recrutement de combattants existent en Ukraine comme en Russie. Leur portée est cependant très différente : élément essentiel d'une lutte existentielle du petit pays qu'est l'Ukraine, contre acceptabilité sociale chez son grand agresseur.

Une guerre d'attrition asymétrique dont le « profil » s'est modifié, au détriment de l'Ukraine, depuis le début de l'année 2025, et surtout après la rencontre d'Anchorage, du fait d'une très forte intensification des attaques russes.

Résistant à 1 contre 4, les Ukrainiens tiennent une ligne de front qui plie mais ne rompt pas. En revanche, l'arrière subit des attaques de plus en plus nombreuses et intenses, visant à terroriser et briser la population civile (installations énergétiques, bâtiments publics, habitations).

Les services spéciaux de l'armée Ukrainienne montrent une capacité remarquable à effectuer des opérations audacieuses et lointaines (par exemple « Toile d'araignée »), mais qui ne modifient pas à elles seules le cours de la guerre.

Côté Russe, la « guerre idéologique » interne et externe veut faire croire que l'opération spéciale est dans le prolongement de la grande guerre patriotique. Le Monde 10/05/2025 Citons à ce sujet le documentaire danois et tchèque de David Borenstein et Pavel Talankin « *Mr. Nobody against Putin* » où un jeune enseignant a filmé la militarisation de son établissement. (07/01/2026). A voir sur Arte.

La guerre cognitive, le « façonnage de l'opinion » vise à présenter le petit grignotage de territoires comme la manifestation d'une irrépressible puissance militaire.

Les nouvelles formes de la guerre russe (militaire sur le terrain et hybride ailleurs) comme l'ingérence dans les élections (Roumanie les 4 et 18 mai, Moldavie), ou les intrusions de drones qui révèlent certaines faiblesses de l'OTAN, ou encore toutes les formes de désinformation, particulièrement en Europe. Elle va même jusqu'à faire envoyer des menaces de mort à Pina Picierno, Vice-Présidente du Parlement Européen qui défend vigoureusement la cause de l'Ukraine.

Le maniement +/- subtil de la peur du nucléaire par Poutine ou encore le missile Bourevestnik à propulsion nucléaire invoqué comme arme psychologique, ... suivi à distance par Trump (01+02+03/11/2025)

Le viol des hommes comme arme de guerre. 08/04/2025

Le drone est devenu l'arme de guerre la plus répandue chez les deux belligérants, avec une production de masse. « *Les drones, ce sont les nouvelles kalachnikovs. Et les doigts de gamer, c'est forcément mieux que les doigts habitués à serrer des boulons* » estime « yeti », pilote de guerre. Le Monde - 27/03/2025

Et les robots pour ravitailler le front ou en évacuer les blessés en tentant, la nuit, d'échapper aux drones.

Un documentaire sur la 5 le 30/11/2025 : A 2000 mètres d'Andriivka, de Mstyslav Chernov, sur les combattants au front en 2023 lors d'une contre-offensive ukrainienne.

L'abjection combinée à l'horreur : après les raps d'enfants dès le début de 2022, puis leur endoctrinement (voir à ce sujet le documentaire de Pavel Talankine « *Mr. Nobody Against Putin* » qui devrait être diffusé sur Arte en 2026), les russes commencent à envoyer les plus âgés sur le front combattre leurs propres concitoyens. Il en est de même pour les Ukrainiens adultes des territoires occupés à l'est.

Les profiteurs de guerre : les USA de Trump qui vendent des armes aux ukrainiens - directement ou par européens interposés- et qui font, ou tentent de le faire, main basse sur les mines ou les centrales nucléaires via un accord léonin avec une Ukraine affaiblie ; les entreprises ukrainiennes de pompes funèbres ; les vendeurs d'armes chinois, iraniens et nord-coréens, les acheteurs de pétrole à bas prix transportés par la flotte fantôme, .....

#### 4- Le rapport des forces

Au premier regard, et depuis le début de l'année, la Russie, qui bénéficie toujours du soutien de la Chine, de l'Iran et de la Corée du Nord, a l'avantage sur le plan militaire : elle amplifie considérablement ses bombardements sur les installations énergétiques et sur les populations civiles, ce qui use physiquement et moralement une grande partie de la société Ukrainienne. Cependant, celle-ci fait majoritairement preuve d'une remarquable capacité de résistance et d'unité autour de son président, avec l'espoir que les démarches diplomatiques puissent conduire à une paix « juste et durable ». Mais en attendant, le front plie mais ne rompt toujours pas !

Une caractéristique essentielle de l'année 2025 a été l'arrêt progressif du soutien militaire américain, à l'exception de la fourniture de renseignements, alors que les Européens maintiennent leur soutien, tentent de limiter les « embardées » du président des USA et se préparent, avec la « coalition des volontaires », à jouer un rôle indispensable dans les garanties demandées par l'Ukraine en cas d'arrêt du conflit.

L'Europe (UE+GB) poursuit son soutien à l'Ukraine sur les plans politique, diplomatique, militaire, humanitaire et financier, à un niveau supérieur à celui des apports des USA. Elle ouvre un peu plus les yeux sur la réalité de la menace russe (Mer Baltique, drones, élections en Roumanie ou en Moldavie), et se réarme lentement, mais chaque Etat dans sa logique ! Elle constitue, en marge des institutions de l'UE et de l'OTAN, une « coalition des volontaires » destinée à assurer des garanties fiables et robustes à l'Ukraine de retour à la paix. En souhaitant vivement le soutien des Etats-Unis, vu comme une sorte de réassurance (backstop).

L'initiative des Etats volontaires (voir la liste à la fin de l'annexe), portée au départ par le Président français Emmanuel Macron et le Premier Ministre britannique Keir Starmer, rejoints, après son élection, par le Chancelier Allemand Friedrich Merz. Une façon - la

seule ? - de ne pas se faire écarter par le sinistre duo des 2 empires de Washington et de Moscou.

De nombreuses incertitudes ont donné lieu à plusieurs espoirs déçus : les missiles Patriot et Tomahawk américains finalement non fournis, les garanties de sécurité américaines, ni précisées dans leur nature, ni certaines, les fonds russes logés chez Euroclear en Belgique, finalement non utilisés.

A défaut, le pire a été évité pour les besoins de l'Ukraine en 2026 et 2027, et un prêt de 90 milliards € lui sera apporté par l'UE. Prêt à taux zéro à rembourser seulement à la fin de la guerre, quand la Russie aura payé des indemnités de réparation (sic !). Cette somme proviendra d'un emprunt avec la garantie du budget de l'UE. Hostiles à la poursuite de l'aide à l'Ukraine, la Hongrie, la Slovaquie et la République Tchèque s'en désolidarisent et ont obtenu de ne pas participer au remboursement de ce prêt. Bel exemple de désunion ! Mais qui ne bloque pas le soutien de l'UE à l'Ukraine. Ces 90 Mrds d'€ seront affectés pour 30 Mrds au budget de l'Etat et pour 60 Mrds à l'achat d'armements européens.

Le coût économique et financier pour les différents acteurs (Russie, Ukraine, Européens, Américains), et le degré d'efficacité des sanctions. Asphyxie lente de la Russie ? Pour S. Lauer (Le Monde 07/10/2025), elle est entrée en « stagflation » après le boom de l'économie de guerre qui a porté l'effort à 8% du PIB, et 40% de la dépense publique. La forte baisse des revenus issus des ventes de gaz et de pétrole est avérée.

En Russie, « l'opinion publique » (!) est très largement favorable à « l'opération spéciale » de son dirigeant. Lorsqu'elles ne sont pas en exil, les oppositions internes sont clandestines ou très discrètes. Un documentaire de Manon Loizeau et Ekaterina Marmontova « *Politzek, les voix qui défient le Kremlin* » s'en est fait l'écho sur France 5 le 21 septembre 2025.

Les pays du Sud ne s'impliquent pas dans ce conflit qui n'est pas le leur, sauf pour préserver leurs intérêts, en particulier énergétiques comme l'Inde. Le Brésil juge l'Ukraine aussi responsable du conflit que la Russie !

Le risque que l'exemple de la guerre en Ukraine ne réactive et amplifie les tendances séparatistes dans les Balkans (République Serbe au sein de la Bosnie-Herzégovine) - cf Rémi Ourdan Le Monde 14+15/12/2025

Depuis sa prise de fonctions le 20 janvier 2025, le président Trump donne à voir un jeu trouble de marionnette-complice du Kremlin et/ou un comportement inconstant et imprévisible. Pour D. Trump, cette guerre n'est pas sa guerre, elle est celle de Joe Biden et de Volodymyr Zelensky. Jamais il n'en rend Poutine responsable. Et a priori, les Européens ne font pas partie de la solution. Européens que le document de stratégie de sécurité nationale publié le 5 janvier 2026 désigne comme en voie « *d'effacement civilisationnel* », et dont l'Amérique MAGA veut l'alignement idéologique et la soumission.

## 5- 2025, une année de diplomatie

Au fil des semaines et des mois, la recherche d'une paix -juste et durable ? - se fraie un chemin d'une manière particulièrement chaotique. On distinguera sommairement 4 phases principales :

## Les 4 moments diplomatiques marquants de l'année 2025

- Autour de l'épisode de l'humiliation de Zelensky dans le bureau ovale (le fameux « Vous n'avez pas les cartes »), les Européens, sous le choc, tentent de « recoller les morceaux » entre les dirigeants Ukrainien et Américain, et cherchent un chemin vers la paix.
- Le contact direct entre les deux belligérants à Istanbul au printemps a tourné court, les Russes n'ayant envoyé qu'une délégation sans pouvoir de négociation, dirigée par un ancien ministre de la culture. Une façon de gagner du temps en maintenant l'illusion d'une possible ouverture vers la paix.
- Lors de la rencontre Trump Poutine à Anchorage en août et leur non-rencontre à Budapest (dont l'épisode d'octobre en 5 étapes, remarquablement décrit par Sylvie Kauffmann 24/10/2025)
- A partir du « plan de paix en 28 points » sorti par D. Trump le 20 novembre, en passant par le plan en 20 points issu des travaux menés à Miami (24/12/2025), et la réponse russe consistante, au cœur de l'hiver, à amplifier encore plus ses attaques sur les infrastructures énergétiques et sur la population civile. Ce qui a pu être qualifié de « guerre du froid ». Les pourparlers tripartites -Ukraine, Etats-Unis, Russie- engagés sans les Européens à Abou Dhabi devraient se poursuivre, mais rien n'indique que la Russie souhaite réellement aboutir, ni que les Etats-Unis veuillent vraiment mettre en œuvre les moyens pour l'y contraindre.

### 6- Eléments d'analyse :

De nombreux documentaires et analyses ont été publiés cette année. Vous en trouverez le résumé en annexe. En voici un :

Aurélien Colson Le Monde 28/11/2025, au sujet du plan en 28 points

La doctrine de négociation d'Andréï Gromyko, Monsieur « Niet ». Trois étapes :

*1/ Formuler des revendications maximalistes (ex : limites de l'OTAN, souveraineté de l'Ukraine, impossibles à accepter. C'est le choc initial destiné à déplacer l'ensemble du cadre du débat. En théorie de la négociation, c'est un « effet d'ancrage ».*

*2/ Adopter une posture de rigidité absolue, survaloriser les divers petits gestes, et les monnayer au prix fort (céréales, prisonniers, corps des soldats décédés, ...).*

*3/ Aspect essentiel : compter sur le temps et les divisions occidentales pour obtenir gain de cause : « Il y aura toujours quelqu'un à l'Ouest pour céder ; il suffit d'attendre », disait A. Gromyko. Cf le rôle de D. Trump et celui espéré des extrêmes droites en Europe.*

Mais aussi, leçon de l'histoire : lorsque les démocraties tiennent bon, la stratégie russe de l'usure finit par échouer.

Le temps court de D. Trump, dont le mandat courre jusqu'en 2029 = la paix avant les élections de mi-mandat en novembre 2026. Pour sa diplomatie, il a » deux fers au feu » : d'une part Marco Rubio, son Secrétaire d'Etat, et d'une autre, le duo Steve Witkoff et Jared Kushner. Et il utilise -ou non ! - les livraisons/ventes d'armes et de renseignement pour l'Ukraine, les pressions économiques contre la Russie, ou les promesses de coopération mutuellement fructueuses /

Le temps long de V. Poutine qui a fait voter une loi lui permettant de rester au Kremlin jusqu'en 2036. La Russie utilise simultanément 2 armes, la diplomatie et la guerre sous ses diverses formes, classique et hybride.

Les USA de Trump se retirent de l'appui militaire -sauf le précieux renseignement- au bénéfice d'une approche mercantile de leur soutien (accord sur les terres rares, vente d'armes, reconstruction, actifs gelés, ...). Ils se font en même temps l'expression des objectifs russes et le lointain écho des besoins des Ukrainiens tout en poursuivant leurs propres intérêts. A quoi cela conduit-il ?

\*\*\*

### Le débat

\*\*\*

*Je vois deux conséquences à cette horreur de la guerre en Ukraine.*

- *Il y a un vrai réveil européen sur le programme SAFE qui a organisé un programme de 150 Mds € de prêts aux états pour leur réarmement. Les intérêts seront payés par les 24 pays.*
- *Les coopérations renforcées entre pays européens et l'emprunt des 90 Mds pour soutenir directement. C'est une mesure fiscale de l'Union Européenne prise sans l'unanimité des 27. Cela ne s'était jamais fait. Cela peut ouvrir des pistes pour le rapport Draghi.*

*Comment vois tu l'issue*

Pour le moment, je suis pessimiste. 2026 est une année d'incertitude. Les russes continueront d'appliquer la doctrine Gromyko. Ils ne lâcheront pas sans une pression forte venant des Etats Unis.

*Dans de vraies négociations, l'Ukraine peut elle abandonner des territoires ? Est-ce possible ou envisageable côté ukrainien ?*

C'est une des deux questions essentielles qui se posent dans les négociations. S'il y a des garanties de sécurité qui semblent avance, il n'y a aucun mouvement sur les territoires. La constitution ukrainienne interdit de toucher à l'intégrité territoriale. Sauf si la raison du plus fort prime l'édifice de droit international monté par les américains. De son côté Zelensky est prêt à organiser un référendum 90 jours après un cesser le feu réel. Les sondages sur son éventuel résultat sont très partagés.

*Merci pour ce travail. La question du plan de paix de 20 articles a été discutée entre européens et ukrainiens. Celle d'une zone démilitarisée paraît difficile à obtenir. Mais la prise de conscience au niveau européen progresse et qu'ils doivent compter sur eux-mêmes. Les Européens sont maintenant quasiment les seuls soutiens financiers à cette guerre. Guillaume Ancel imaginait que les difficultés économiques de la Russie pourrait permettre un cesser le feu*

Il le disait voici quelques mois. Il n'y a rien eu depuis lors. Poutine est sans doute prêt à épuiser son pays pour maximiser sa posture de gagnant à l'éventuel moment des négociations.

*Le rôle de l'Europe est fondamental, notamment la coalition des volontaires qui est relativement plus stable que le reste. Attention aux élections présidentielles françaises : la situation politique de l'Europe pourrait changer sensiblement si le RN est élu*

*Ma sympathie pour l'Ukraine se heurte à la conviction partagée avec beaucoup d'analystes que la Russie a une vocation impériale. L'empire tsariste et soviétique ont été démantelé, cela reste inacceptable. Ils ne se résigneront jamais à la perte des pays baltes et de l'Ukraine.*

*Une interrogation : l'empire allemand ont pris l'Alsace et la Lorraine contre leur gré. Il y a des doutes sur la situation des habitants du Donbass sur leur volonté de rester Ukrainiens. La Crimée a été offerte par Khroutchev à l'Ukraine.*

Quelques points de droit. La Crimée a été ukrainienne depuis le fameux don. Les pays baltes depuis la fin de l'URSS ont rejoint l'OTAN et l'union Européenne. Même si une partie des estoniens sont russophones.

\*\*\*

*Les sujets dont Jacques aurait aimé aussi parler :*

**A/ Questions pour arriver enfin à une paix en 2026**

*Les Ukrainiens vont-ils tenir encore longtemps ?*

*Conférence sur la sécurité en Europe à Munich, du 12 au 15 février 2026. Que peut-il s'y passer ?*

*Les Etats-Unis vont-ils se décider à contraindre significativement la Russie ?*

*L'Europe maintiendra-t-elle son soutien à l'Ukraine jusqu'à la fin de la guerre ? En a-t-elle la capacité et la volonté ?*

**B/ Questions pour après la guerre**

*En imaginant qu'une sorte de fin de la guerre (cessez le feu, armistice, voire traité de paix) soit trouvée et acceptée par l'Ukraine et la Russie, sous l'égide des USA et de l'Europe,*

- *Reprendrons-nous, les Européens, les relations antérieures avec la Russie ?*
- *Tirerons-nous les leçons de notre dépendance aux USA ? Lesquelles ?*
- *Comment allons-nous nous y prendre pour accueillir l'Ukraine dans l'UE*

## **Les Annexes**

- P 11 Eléments d'analyse : résumés de documentaires ou d'études publiés récemment
- P 15 Chronologie précise de l'année vue par la presse française
  - P 25 Le plan de paix en 20 points
  - P 27 Le discours de Zelensky le 31 Décembre 2025
- P 34 Liste des pays membres de la coalition des volontaires

## **Les prochains événements du Club Convaincre**

Lundi 16 février Forum en distanciel de 18h30 à 20 heures *L'Éducation, débats et enjeux d'aujourd'hui*, animé par Dominique BOLLIET.

Vendredi 27 février de 18 à 20 heures, palais de la mutualité, *Table ronde animée par le Pacte du Pouvoir de Vivre : audition des candidats aux élections métropolitaines*

Jeudi 12 mars Conférence à la MJC Vieux Lyon à 20 heures *Immigration, démographie et besoins de l'économie* par Dominique BOLLIET

Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 €  
à l'adresse du trésorier du Club Pierre Prunet 63 chemin des Forêts  
Saint Cyprien Lachassagne 69 480

pour tout contact : [club.convaincre@gmail.com](mailto:club.convaincre@gmail.com)

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>

## Annexe 1 Eléments d'analyse

Piotr Smolar Le Monde 23+24/02/2025, sous le titre « Trois ans de guerre en Ukraine : les Etats-Unis, du soutien au lâchage » rappelle la politique de Joe Biden et 5 autres journalistes rappellent l'action de la Russie dans la région : Géorgie, Roumanie, Arménie, Moldavie, Bulgarie, Hongrie (gaz, élections, fake news, ...)

Thomas d'Istria Le Monde 25/02/2025 cite Alyona Getmanchuk, ambassadrice de l'Ukraine auprès de l'OTAN : « *La longue histoire de l'Ukraine avec Poutine nous a appris une seule leçon : tant que son objectif restera d'éliminer l'Ukraine en tant que nation, il ne sera pas en mesure d'adhérer à un quelconque cessez-le-feu et de respecter un accord négocié avec une Ukraine souveraine et indépendante au centre de cet accord. Poutine fera tout ce qui est en son pouvoir pour détruire l'Ukraine. Et si ce n'est sur le champ de bataille, ce sera à la table des négociations* ».

Jérôme Gautheret et Thomas Wieder - Le Monde 27/03/2025 : alors que s'ouvre la 61° Conférence de Munich sur la sécurité, l'historien Timothy Snyder met en garde sur le risque de l'option d'apaisement retenue en septembre 1938 par la France et le Royaume Uni face à Hitler et Mussolini, et qui avait débouché sur le dépeçage de la Tchécoslovaquie. Sous le titre « Munichois », les auteurs nous rappellent que pour le professeur à Yale, 87 ans plus tard, les acteurs ont changé, mais le schéma reste le même. Et ils soulignent les propos de V. Zelensky le 19 février 2022 à la conférence de Munich sur la sécurité, demandant aux participants de ne pas tomber dans le piège de « l'apaisement ». Cinq jours plus tard, la Russie envahissait l'Ukraine.

Zaki Laïdi Le Monde 29+30/05/2025 : l'ancien conseiller du Haut Représentant de l'Union Européenne pour les Affaires Etrangères titre son propos : « Face à la Russie, l'Europe ne doit pas éluder 4 vérités cruelles » qui, à la fin mai 2025 peuvent se résumer ainsi : 1/ Un fait est sûr. Kiev ne peut plus gagner la guerre., principalement pour des raisons militaires et démographiques 2/ : Donald Trump ne manifeste aucun intérêt pour la valeur stratégique de l'Ukraine, qu'il considère comme faisant partie de la zone d'influence de la Russie. Pour lui, l'Europe constitue un obstacle économique, idéologique et politique à la mise en place d'un nouvel ordre mondial illibéral. 3/ : une sorte de « directoire européen » (France, Allemagne, Pologne, Royaume-Uni) tend à se substituer à une Union Européenne divisée. Le déploiement de forces est au point mort et en tout état de cause sa finalité est pour le moins imprécise. 4/ : Confortés par la désinvolture de Trump, les pays du Sud Global considèrent que ce conflit n'est pas le leur, et que notre silence face à la tragédie de Gaza fait voir l'Europe comme un parangon de l'hypocrisie diplomatique.

Thomas Gomart (Directeur de l'IFRI) 27/06/2025 : interrogé après le bombardement américain dans la nuit du 21 au 22 juin 2025 sur les installations nucléaires iraniennes, qui réaffirme la centralité stratégique des Etats-Unis, il souligne les faiblesses et l'impréparation des Européens qui vont se retrouver seuls pour aider l'Ukraine, car Trump

arrête la fourniture d'armes à l'Ukraine, au bénéfice d'Israël. Il constate que les Européens espèrent la continuation de la protection américaine contre la Russie et l'arrêt de la guerre d'Ukraine pour revenir à une forme de normalité stratégique. Il se pourrait bien qu'ils n'aient ni l'une ni l'autre.

B. Quénelle, correspondant à Moscou - 07+08/09/2025

Rappel de la doctrine soviétique, toujours en vigueur dans l'actuelle Russie, « celle de Viatcheslav Molotov sous Staline, puis Andreï Gromyko à l'époque de Khrouchtchev et celle de Brejnev. La stratégie consiste à maximiser les exigences et à ressasser les mêmes arguments, à esquisser des négociations sans jamais rien céder, à brandir la menace, à exploiter le maillon faible parmi les interlocuteurs, à amadouer par de petites concessions, tout en imposant d'importantes contreparties ».

Peter Pomerantsev Le Monde 26/11/2025, p.3. Chercheur et journaliste britannique. « Ils (les Russes) combinent toujours action militaire, opérations de renseignement, opérations informationnelles et diplomatie. C'est un tout. Nous, nous distinguons un « plan de paix » d'une opération d'influence, alors que, pour les Russes, c'est très lié ».

Béatrice Giblin et al. Le Monde 26/11/2025 Sous le titre « Il est possible, pour les Européens, de ne pas subir la politique de Donald Trump sur l'Ukraine ». Les auteurs prennent le contrepied du discours ambiant selon lequel « l'Ukraine serait à bout de force, l'Europe résignée et Washington prêt à solder le conflit ». Vérifié pour les Etats-Unis, mais « l'Europe doit dire non ... » sinon, guerre ou déshonneur, on aura la défaite et le déshonneur, comme le disait Winston Churchill ». Constat est fait de la fragilité de la Russie, surtout économique. Plaidoyer pour un choix des Européens, « acteurs courageux et lucides d'un continent capable de défendre ses principes, ses alliés, ses frontières et son avenir ».

Aurélien Colson Le Monde 28/11/2025, au sujet du plan en 28 points Doctrine de négociation d'Andreï Gromyko, Monsieur « Niet ». Trois étapes : 1/ Formuler des revendications maximalistes (ex : limites de l'OTAN, souveraineté de l'Ukraine, impossibles à accepter. C'est le choc initial destiné à déplacer l'ensemble du cadre du débat. En théorie de la négociation, c'est un « effet d'ancrage »). 2/ Adopter une posture de rigidité absolue, survaloriser les divers petits gestes, et les monnayer au prix fort (céréales, prisonniers, corps des soldats décédés, ...). 3/ Aspect essentiel : compter sur le temps et les divisions occidentales pour obtenir gain de cause : « Il y aura toujours quelqu'un à l'Ouest pour céder ; il suffit d'attendre », disait A. Gromyko. Cf le rôle de D. Trump et celui espéré des extrêmes droites en Europe. Mais aussi, leçon de l'histoire : lorsque les démocraties tiennent bon, la stratégie russe de l'usure finit par échouer.

Chaîne TV Arte - Emission 28' du 28/11/2025 : la dualité de la diplomatie de Trump avec Steve Witkoff et Marco Rubio (bad cop - good cop) est conçue pour maximiser les chances de produire un deal. (Note J.G. Depuis, c'est plutôt la pratique de la « tenaille » qui prévaut !).

Edito Le Monde 30/11+01/12/2025 : la démission d'Andriy Yermak, bras droit de V. Zelensky, rattrapé par une enquête anticorruption, répond aux exigences de transparence de l'opinion publique ukrainienne, ce qui confirme son attachement aux valeurs qui la rapprochent de l'UE et l'éloignent plus que jamais de la Russie. L'agence Bloomberg révèle des conversations confidentielles qui mettent en évidence l'extrême proximité de Steve Witkoff avec la partie russe dont le plan du 20 novembre en 28 points se fait le relai. Ce qui conduit à un engagement des Européens aux côtés des Ukrainiens pour rééquilibrer la proposition. Et à poursuivre la mise sur pied de la « coalition des volontaires », ainsi qu'à rechercher comment pourrait être utilisée l'arme des fonds russes gelés en Europe.

Rémy Ourdan 03/12/2025 : sous le titre « Négocier la paix : un art chaotique, sans règle établie », l'auteur passe en revue les différents cas de résolution de conflits depuis plusieurs décennies. Hormis le cas, actuellement inatteignable, de capitulation, le processus, toujours incertain et désordonné, nécessite un médiateur, suffisamment impartial pour être respecté par les deux camps, ou suffisamment fort pour imposer la paix selon ses normes. Or D. Trump apparaît fragilisé par son alignement sur les arguments de Moscou et par son refus de s'engager dans la défense de l'Europe. Et avec lui, « *tous les codes de la diplomatie sont rompus, il faut revoir la grammaire diplomatique* », selon Maurice Vaïsse, spécialiste des processus de paix aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

Collectif de membres de la Société française pour le droit international - 05/12/2025 : les auteurs rappellent que sur 20 000 relations bilatérales pour 200 Etats, moins de 10 présentent un caractère belliqueux, et qu'il ne faut pas minorer l'intérêt et l'importance du droit international, même s'il peut être -parfois gravement- malmené. Il faut donc le renforcer et ne pas suivre « *ceux qui font comme si ce droit n'existe pas* ». Et savoir que « *les traités arrachés par la force sont juridiquement nuls et pourront à tout moment être dénoncés par leurs victimes* ». Ou encore « *qu'aucun Etat ne doit reconnaître une situation résultant de telles violations, ni prêter son aide à son maintien* ».

Michel Duclos Le Monde 10/12/2025 : l'ancien diplomate, conseiller à l'Institut Montaigne, écrit que Vladimir Poutine, quoi qu'il arrive, ne va pas en rester là. Un cessez-le-feu en Ukraine ne sera qu'une pause dans son combat pour rouvrir la carte géopolitique de l'Europe telle que définie à l'issue de la guerre froide. Il relève que, depuis des mois, les Russes ont réussi à circonvenir Washington et à contribuer à l'éloignement de l'Amérique à l'égard de l'Europe. Dans le monde de Trump où tout se monnaye, les Européens sont moins des alliés que des « clients », au sens romain du terme. Ils devraient cependant déployer une stratégie d'influence sur Washington en utilisant leurs leviers et leurs relais potentiels auprès de ce qui reste un fort courant antirusse et atlantiste dans l'opinion et la classe politique américaines.

Kaja Kallas Le Monde 10/12/2025 : « *garder toujours en tête* » la stratégie de l'URSS en matière de négociations, en référence à Andrei Gromyko, ministre des affaires étrangères soviétique (1957-1985) : « *Premièrement, exigez le maximum. Deuxièmement, lancez des*

*ultimatums. Troisièmement, ne cédez pas un pouce dans les négociations, car il y aura toujours des gens en Occident pour vous donner quelque chose. A la fin, vous aurez un tiers, voire la moitié, de ce que vous n'aviez pas auparavant ».* Citée dans l'article de Marie Jégo et Faustine Vincent : « La Russie inflexible après onze ans de négociations »

Sylvie Kauffmann (01+02/01/2026) : sous le titre « Comment la guerre en Ukraine a redéfini l'Europe », la spécialiste des questions internationales constate que l'architecture de sécurité a volé en éclat, et la solidarité transatlantique est un vieux souvenir. Elle développe ce constat en plusieurs points : 1/ la fin du déni, la paix n'est plus acquise en Europe. 2/ l'Europe a fait le constat alarmant de sa faiblesse militaire. 3/ l'Ukraine lui a fait prendre conscience que le soft power ne suffit plus. 4/ le laborieux effort de réarmement à partir de 2025 est l'une des transformations concrètes que l'Ukraine impose à l'Europe. 5/ celle-ci a été forcée de changer son regard sur la Russie qu'il faut désormais considérer comme en guerre contre elle. 6/ l'autre transformation concrète, à marche forcée, est énergétique pour mettre fin à sa dépendance aux hydrocarbures russes et renforcer son agenda de souveraineté. 7/ et l'UE est devenue plus « géopolitique », avec le « *Zeitenwende* » allemand et un poids accru des Etats baltes et de la Pologne au sein d'une Union plus soudée, mais qui reste encore un acteur géopolitique empêché.

J.G. : le temps court de D. Trump, dont le mandat court jusqu'en 2029 = la paix avant les élections de mi-mandat en novembre 2026. Pour sa diplomatie, il a » deux fers au feu » : d'une part Marco Rubio, son Secrétaire d'Etat, et d'une autre, le duo Steve Witkoff et Jared Kushner. Et il utilise -ou non ! - les livraisons/ventes d'armes et de renseignement pour l'Ukraine, les pressions économiques contre la Russie, ou les promesses de coopération mutuellement fructueuses / le temps long de V. Poutine qui a fait voter une loi lui permettant de rester au Kremlin jusqu'en 2036. La Russie utilise simultanément 2 armes, la diplomatie et la guerre sous ses diverses formes, classique et hybride.

Les USA de Trump se retirent de l'appui militaire -sauf le précieux renseignement- au bénéfice d'une approche mercantile de leur soutien (accord sur les terres rares, vente d'armes, reconstruction, actifs gelés, ...). Ils se font en même temps l'expression des objectifs russes et le lointain écho des besoins des Ukrainiens tout en poursuivant leurs propres intérêts. A quoi cela conduit-il ?

## Annexe 2 Chronologie des événements et documents officiels

### Les aspects diplomatiques de la guerre Russie - Ukraine

Majoritairement à partir des informations du journal Le Monde

#### Chronologie 2025

20/01 : entrée en fonctions de Donald Trump et gel de 90jours de l'aide étrangère américaine à travers le monde.

03/02 : Trump demande l'accès aux terres rares du sous-sol ukrainien en contrepartie des aides américaines et en « remerciement » pour toute l'aide américaine déjà apportée. Condamnations dispersées des Européens et silence des dirigeants de l'UE.

11/02 : Zelensky déclare au Guardian être prêt à un « échange » de territoires

12/02 : échange téléphonique Trump - Poutine de 90' sur des négociations de paix pour l'Ukraine et d'autres sujets (Moyen Orient, IA, énergie, dollar ...). Premier contact de ce niveau depuis février 2022. Parallèlement, Pete Hegseth, secrétaire à la défense, énonce, avant toute négociation, les 3 lignes rouges des USA : pas d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, pas de déploiement américain en Ukraine, le retour aux frontières d'avant 2014 est irréaliste. Ces 3 points sont en continuité avec J. Biden.

14/02 : A la conférence de Munich sur la sécurité, le vice-président US, J.D. Vance vient donner des leçons aux européens mais évoque à peine le dossier ukrainien. La relation transatlantique est fracturée et les européens réalisent qu'ils vont devoir se prendre en charge eux-mêmes.

18/02 : à l'Elysée, 7 pays + dirigeants de l'UE et de l'OTAN n'arrivent pas à se mettre d'accord, alors qu'à Riyad, Rubio et Lavrov engagent la « normalisation » de leurs relations. Les pays non invités sont mécontents. La question des garanties de sécurité avec engagement de forces européennes y est abordée, et le soutien des Etats-Unis (back stop) est jugé indispensable par le plus grand nombre d'états européens. Andrius Kubilius, commissaire européen à la défense s'inquiète de la stratégie de Trump qui « *risque de renforcer Poutine politiquement* », et évoque la vision du soutien de l'UE à l'Ukraine, dans un entretien au Monde (21/02/2025).

19/02 : Trump déclare que Zelensky est « un dictateur sans élection », que c'est l'Ukraine qui a déclenché la guerre. Tension très élevée entre les USA et l'Ukraine.

20/02 : Keir Starmer prépare avec Emmanuel Macron une « force de réassurance » que E.M. doit évoquer le 24/02 à Washington. Ce sera un échec malgré un accueil poli.

26/02 : Rupture à l'ONU : la résolution américaine est adoptée avec les voix de la Russie et de la Chine, et l'abstention des Européens. En AG, la résolution de l'Ukraine condamnant l'agression russe est largement adoptée, mais sans la Russie et les USA, avec abstention de la Chine.

28/02 : à Washington, Zelensky rencontre D. Trump et J.D. Vance et tombe dans le traquenard du bureau ovale. Rupture spectaculaire. « Un grand moment de télévision » !

01+02/03 : à l'invitation de Keir Starmer, 18 dirigeants Européens se réunissent à Londres autour de V. Zelensky. Préfiguration de la « coalition des volontaires » et demande de « back stop » (filet de sécurité) adressée à D. Trump

03/03 : débat à l'Assemblée nationale et au Sénat sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe. Déni et évitements sur les divers bancs.

05/03 : John Radcliffe, directeur de la CIA annonce la « pause » du renseignement américain dont bénéficie l'Ukraine, et les USA suspendent leurs livraisons d'armes. Parallèlement, débat entre européens et entre français sur l'hypothèse de saisir les avoirs russes gelés au sein d'Euroclear à Bruxelles (légalité et opportunité).

06/03 : sommet des 27 en présence de V. Zelensky, et annonce d'un montant de 800 Mrds€ pour le réarmement de l'UE.

04/03 : La Commission européenne propose de nouvelles options de financement dans le cadre de son plan Réarmer l'Europe (considéré comme partie intégrante de la protection de l'Ukraine).

11/03 : les chefs d'état-major de 34 pays travaillent à Paris pour mettre au point des « *garanties de sécurité crédibles* » à apporter à l'Ukraine en cas d'accord avec la Russie. En prévision d'une réunion le 12 des ministres de la défense des 5 principaux pays européens : France, Allemagne, Italie, Pologne et Royaume-Uni, format dit « E5 » pouvant préfigurer une organisation à côté de l'UE et de l'OTAN.

11/03 : accord de Djedda qui stipule que l'Ukraine accepte le principe d'un cessez le feu de 30 jours, qui sera proposé à la Russie, en échange d'une reprise immédiate de la coopération militaire et du partage de renseignements militaires avec les Etats-Unis.

12/03 : malgré quelques craintes liées à un possible envoi de troupes françaises en Ukraine, l'accord de sécurité franco-ukrainien, conclu pour 10 ans, est approuvé par 372 voix pour et 99 contre -LFI et communistes-, le RN s'abstenant.

13/03 : Poutine fait mine d'accepter l'accord de Djedda, mais selon la situation sur le terrain et selon ses conditions à savoir s'attaquer aux « causes profondes » du conflit : démilitarisation et neutralité de l'Ukraine, changement de régime à Kiev et donc départ du président Zelensky, annexion définitive des territoires occupés. Et Trump fait des concessions avant même de discuter !

19/03 : lors de leur entretien, Trump et Poutine se sont accordés sur un cessez-le-feu limité aux installations énergétiques (à la fin de l'hiver !), et d'une durée de 30 jours selon le Kremlin. Un accord assez mal défini et très loin des ambitions de Trump. Parallèlement, les Européens restent très divisés quant à leur soutien à l'Ukraine, tout en amorçant leur réarmement.

24/03 : A Riyad, russes et américains discutent d'un accord pour une trêve partielle. La veille, une délégation ukrainienne conduite par le ministre de la Défense, Rustem Umerov, a été entendue par les Américains. Kiev juge inacceptables les conditions mises par Moscou : que l'Ukraine cesse de mobiliser et d'entrainer des soldats, et que ses alliés interrompent leurs livraisons d'armes et le partage de renseignement. A ce stade, Poutine ne fait aucune concession et demande que Kiev acte l'occupation de 5 régions ukrainiennes, que le pays déclare sa neutralité et réduise la taille de son armée.

24 au 27/03 : au niveau des chefs d'état-major puis des responsables politiques, les membres de la « *coalition des volontaires* » préparent activement leur possible présence comme force de sécurisation de l'Ukraine en cas de cessation des combats. Aussitôt Poutine affirme qu'il refuserait toute présence de troupes de l'OTAN. Et Bruxelles indique qu'il faudra que les deux belligérants l'acceptent. Au cours des discussions entre

volontaires, le Royaume Uni insiste sur « *les défenses en mer et dans les airs* ». A Kiev, les analystes militaires ukrainiens craignent qu'un cessez-le-feu donne un avantage à la Russie. Accord en trompe l'œil sur la mer Noire, applicable, pour Moscou, qu'après la levée des sanctions visant les céréales et engrais russes, sanctions qui n'ont jamais existé ! Un bon exemple du comportement des Russes !

27/03 : Le Président Macron annonce la création d'un service national volontaire, élément d'un nouveau modèle d'armée « hybride », et préparant l'opinion à la nécessité de faire face à un éventuel conflit, au vu du comportement agressif de la Russie, en Ukraine et en Europe.

27/03 : Une trentaine de délégations européennes discutent de l'éventualité du déploiement de soldats européens pour garantir un cessez-le-feu, ce qui ne fait pas l'unanimité, et E. Macron promet 2 milliards d'aide militaire à Kiev. Le renforcement de l'armée ukrainienne est jugé prioritaire à court terme, alors que la Russie a presque repris la région de Koursk.

28/03 : conférence de presse de Zelensky sur le projet d'accord sur les minerais stratégiques et plus largement sur le futur « partenariat économique » américano-ukrainien visant la totalité des ressources et infrastructures en « remboursement de la dette », selon Trump. Un véritable racket et une vassalisation de l'Ukraine, sans aucune garantie de sécurité.

04/04/2025 : excellent résumé de la situation depuis Trump et du retour de la « méthode Gromyko », par Marie Jego, Benjamin Quénelle et Philippe Ricard.

08/04/2025 : Stéphane Lauer analyse les atouts de l'UE qui a encore des cartes en main, par rapport aux USA. + Agathe Desmarais 13+14/04/2025

16/04 : pour la quinzième fois depuis le début de l'invasion, le parlement ukrainien vote la prolongation de la loi martiale, qui proscrit les élections en temps de guerre. Le taux de confiance dont bénéficie Zelensky était de 67% le 7 mars, en progression de 10 points en un mois.

17/04 : pour la première fois et deux mois après le premier contact téléphonique Trump-Poutine dans le dos des européens, E. Macron accueille S. Witkoff et M. Rubio et a invité des représentants ukrainiens, britanniques et allemands. Consultations en vue d'une « paix juste et durable » qui n'ont pas abouti à de réelles avancées. Bombardements russes sur Soumy et en même temps, la Russie accuse les Européens de vouloir « poursuivre la guerre ».

17/04 : le ministre français des armées, Sébastien Lecornu, en visite à Washington, évoque le sujet délicat de la suspension du 5 au 8 mars du soutien américain à l'Ukraine en matière de renseignement et de cybersécurité. Une question qui inquiète et interroge les responsables européens des Etats et de l'UE, qui ne souhaitent pas décrocher des Etats-Unis dans ce domaine, tout en considérant qu'ils doivent développer plus de capacité « d'appréciation autonome ».

23/04 : discussions des éléments d'un plan de paix à Downing Street entre Américains, Ukrainiens et Européens, au niveau des conseillers de premier rang. Les exigences de Poutine sont exactement les lignes rouges de Kiev (territoires, Otan, garanties de sécurité, sanctions, ...).

24/04 : après la « trêve de Pâques » unilatéralement annoncée par Poutine le 18 avril, et vue comme un subterfuge, la Russie reprend ses attaques meurtrières et Trump, mécontent (« *Vladimir, arrête !* ») met l’Ukraine sous pression pour qu’elle accepte au plus vite son plan, très favorable à la Russie, tout en accusant Zelensky de s’opposer à la paix !

29/04 : officialisation de la présence de soldats nord-coréens aux côtés des forces russes, en plus des fournitures d’armes depuis le début de l’invasion de l’Ukraine.

30/04 : accord sur les minerais, le pétrole et le gaz entre Kiev et Washington, avec la création d’un fonds d’investissement commun pour l’exploitation du sous-sol ukrainien.

06/05 : intronisation du Chancelier allemand Friedrich Merz

06/05 : la Commission européenne présente sa feuille de route pour arrêter les achats de gaz russe d’ici la fin de 2027 (45% des importations européennes en 2021, 19% en 2024 et 13% prévus en 2025). Les propositions législatives contraignantes qui en découlent devront ensuite être validées par les Etats membres et le Parlement.

08/05 : la Rada, le Parlement Ukrainien, ratifie l’accord sur les ressources naturelles passé avec les USA, sans mention de clauses qui auraient pu empêcher l’adhésion de l’Ukraine à l’UE, et sans mention des garanties de sécurité demandées par V. Zelensky.

08/05 : célébration des 80 ans de la capitulation de l’Allemagne nazie.

08/05 : Création, dans le cadre du Conseil de l’Europe d’un tribunal pour juger les « crimes d’agression » russes, juridiction soutenue par 35 pays dont l’Ukraine et l’UE.

10/05 : E. Macron, K. Starmer, F. Merz et D. Tusk viennent à Kiev participer à un sommet de la « coalition des volontaires » et appellent la Russie à une cessation des hostilités de 30 jours.

11/05 : sous la pression de D. Trump en vue de négociations directes entre V. Poutine et V. Zelensky, celui-ci déclare qu’il attendra Poutine en Turquie le jeudi 15 mai. A la différence de la Maison blanche, les dirigeants européens considèrent qu’un cessez-le-feu est un préalable à toute discussion sérieuse.

15/05 : alors que V. Zelensky est reçu à Ankara par le Président turc Recep Tayyip Erdogan, Poutine refuse de se rendre à Istanbul et reste fidèle à sa ligne : *pas de cessez-le-feu sans accord de paix plus général*. Il désigne le même négociateur qu’aux pourparlers de mars 2022, Vladimir Medinski, ex-ministre de la Culture, accompagné des vice-ministres de la défense et des affaires étrangères. Les USA sont représentés par Marco Rubio, et le chef de la diplomatie turque, Hakan Fidan essayera de faire fonctionner des échanges trilatéraux, à défaut de rencontre directe. Au total, un rendez-vous manqué.

16/05 : sous l’égide de Hakan Fidan, une brève rencontre aura lieu entre les deux délégations ne débouchant que sur un échange de prisonniers (1000 contre 1000), après que V. Medinski aura menacé de « se battre aussi longtemps que nécessaire ». La volonté de V. Poutine de faire échec à cette négociation et de gagner du temps laisse espérer aux Ukrainiens et aux Européens que D. Trump en tirera les conséquences pour durcir les sanctions et aider les Ukrainiens.

19/05 : deux heures d’entretien téléphonique entre D. Trump et V. Poutine, échange de belles paroles et aucun résultat concret. Déclaration de Poutine se disant prêt à travailler avec l’Ukraine sur un mémorandum en vue d’un règlement du conflit (...), une sorte

d'étape préalable à un accord de paix. « La déclaration de Poutine est un chef d'œuvre de surplace » selon un diplomate européen.

23/05 : première partie (390) de l'échange de prisonniers 1000 pour 1000 issu des pourparlers à Istanbul. S. Lavrov dit qu'il fournira à Kiev un document sur les conditions pour mettre fin à l'invasion après cet échange. L'Ukraine devrait faire de même, comme convenu à Istanbul. La suite du surplace et une fin hypothétique due aux demandes inacceptables de Moscou.

02/06 : deuxième cycle de négociations entre russes et ukrainiens à Istanbul. La réunion n'a duré qu'un peu plus d'une heure et n'a permis aucun résultat majeur, plutôt une surenchère d'exigences de la Russie. Elle s'est tenue le lendemain d'une vaste opération militaire ukrainienne sur le sol russe dénommée « Toile d'araignée », qui a détruit plusieurs dizaines de bombardiers à l'aide de drones dissimulés dans des camions. Un camouflet pour Moscou, un fort impact psychologique pour les Ukrainiens et leurs alliés.

03/06 : l'Ukraine annonce avoir frappé le pont de Kertch, inauguré en 2018 par V. Poutine, qui relie la Russie à la Crimée annexée en 2014, après une longue et minutieuse phase de préparation. Un deuxième camouflet pour Moscou, un fort impact psychologique et symbolique pour les Ukrainiens et leurs alliés.

10/06 : au cirque de Koursk, une des célébrations de la reprise de la région par les forces russes, au bout de 9 mois de combats.

11/06 : l'Etat-Major ukrainien dénombre 220 assauts, un des signes de l'intensification de l'offensive russe, qui se traduit par des gains territoriaux lents mais progressifs. L'usage des chars se restreint et les troupes russes arrivent à progresser avec des motos et autres engins rapides. L'utilisation des drones FPV et autres munitions roideuses s'intensifie chez les deux belligérants.

18/06 : évacuation de la ville de Soumy, un exemple parmi beaucoup d'autres de l'angoisse des Ukrainiens et de la douleur que leur cause cet arrachement.

23/06 : en prévision de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement, prévue à Bruxelles le 26 juin, la Hongrie menace de mettre son véto à l'adoption du 18° paquet de sanctions de l'UE contre la Russie, et cherche à monnayer au plus cher son ralliement au consensus européen pour aider l'Ukraine. De plus, selon Le Monde, « Certains comme la Hongrie, Slovaquie ou encore l'Irlande, ont commencé à réduire les aides aux réfugiés ukrainiens. En Pologne ou en Allemagne, le sujet fait débat ».

25/06 : sommet de l'OTAN les 24 et 25 juin à La Haye - Historique des « Trois vies de l'OTAN » par J.P. Stroobants - Incertitudes majeures sur l'attitude de D. Trump

29/06 : V. Zelensky annonce avoir signé un décret prévoyant le retrait de l'Ukraine de la convention d'Ottawa sur les mines anti-personnel, ratifiée en 2005 (dont la Russie ne fait pas partie). Approbation nécessaire par le Parlement

02/07 : annonce d'une pause dans la livraison d'armes américaines, dont les missiles antimissiles Patriot, ce qui se traduit par un trou capacitaire pour l'Ukraine et un commentaire réjoui du Kremlin. Les projets de production sous licences par des industriels européens ne permettent pas de livraisons avant 2027.

10+11/07 : à Rome, conférence des alliés occidentaux de l'Ukraine pour sa reconstruction. Une manifestation de soutien également destinée à Moscou.

31/07 : à la suite d'un fort sursaut démocratique, en particulier dans la jeunesse, le parlement ukrainien vote à une large majorité une loi qui annule les dispositions prises 8 jours avant concernant la suppression des deux agences anticorruptions. La majorité présidentielle est cependant ébranlée, et V. Zelensky doit s'employer à rassurer ses partenaires européens.

11/08 : en prévision de la rencontre Trump/Poutine prévue le 15 août et à laquelle ils ne sont pas associés, et V. Zelensky n'est pas invité, concertation en visioconférence des Européens pour rappeler à D. Trump les principes d'intégrité territoriale et d'inviolabilité des frontières, et la nécessité de garanties de sécurité solides.

15/08 : rencontre Trump et Poutine à Anchorage en Alaska. De très courte durée, elle ne produit aucun effet sur une possible solution au conflit, et D. Trump n'obtient même pas un cessez-le-feu. En revanche, au mépris de la justice internationale puisque Poutine fait l'objet d'un mandat de la Cour Pénale Internationale, elle lui offre, sinon une impunité, du moins un retour sur la scène mondiale.

18/08 : plusieurs dirigeant Européens accompagnent V. Zelensky à Washington pour tirer les conclusions de la rencontre d'Anchorage avec D. Trump et lui manifester leur soutien et s'assurer des garanties de sécurité.

21/08 : reprise massive des bombardements russes sur l'Ukraine, signant ainsi la fin de la « trêve » avant la rencontre d'Anchorage. Alors que D. Trump reste dans le flou, que V. Poutine est silencieux et que les Européens se concertent sur leurs contributions aux garanties de sécurité.

26/08 : l'Ukraine adopte une loi autorisant les jeunes de 18 à 22 ans à quitter le territoire pour leur permettre d'y garder des contacts et faciliter leur retour ultérieur. Un choix qui s'avèrera problématique. (Voir Le Monde 23/12/2025)

04/09 : réunis à Paris, les 35 Etats de la coalition des volontaires en soutien à l'Ukraine en cas d'accord de paix avec Moscou s'entretiennent pendant deux heures en visioconférence avec D. Trump, et échouent à obtenir de lui l'assurance d'un engagement militaire en appui à leur effort.

07+08/09 : Benjamin Quénelle, correspondant du Monde à Moscou signe un long article intitulé : « Poutine, la diplomatie du flou », sous-titré : » Entre faux-semblants diplomatiques et vraies offensives militaires en Ukraine, le Kremlin entretient l'ambiguïté et renforce l'inquiétude des Européens ».

10/09 : faisant suite à deux autres dans la nuit du 2 au 3 septembre, une violation de l'espace aérien polonais par 19 drones russes a déclenché une réponse rapide de l'armée polonaise appuyée celles des Pays Bas, de l'Italie et de l'Allemagne.

19/09 : sous le titre : « Europe, La vie sans les Etats-Unis, mode d'emploi », le Monde des livres fait dialoguer Sylvain Kahn, auteur de « L'atlantisme est mort ? Vive l'Europe ! », et Guillaume Lagane, auteur de « Géopolitique de l'Europe. Le crépuscule d'une puissance ? ». Entre l'urgence absolue du soutien à l'Ukraine et le découplage des Etats-Unis qui demandera des décennies ....

28/09 : malgré les fortes ingérences russes, les élections au Parlement Moldave du 28 septembre ont donné 55 sièges sur 101 au parti pro-européen de Maia Sandu, la présidente en exercice.

04/10 : Andrej Babis remporte les élections législatives en République Tchèque avec 35% des voix, renforçant la ligne « pro-russe » au sein de l'UE, aux côtés de la Slovaquie et de la Hongrie. Il veut remettre en question le soutien de son pays à l'Ukraine.

09/10 : alors que l'hiver approche, 60% des capacités ukrainiennes de production de gaz ont été détruites selon des officiels, à la suite d'une attaque aérienne russe dans la nuit du 3 au 4 octobre.

14 au 16/10 : consultations de haut niveau à Washington entre Ukrainiens et Américains, estimées positivement par les deux parties, et préparatoires au rendez-vous du 17/10 entre V. Zelensky et D. Trump.

15/10 : V. Zelensky limoge le maire d'Odessa, homme d'affaires controversé et nomme un chef de l'« administration militaire » de ce port crucial pour l'économie nationale, placé sous les directives du président.

17/10 : après un échange téléphonique la veille avec V. Poutine, D. Trump reçoit V. Zelensky à Washington et renonce à accroître les pressions sur la Russie. Il met des réserves à la livraison de missiles de croisière Tomahawk précédemment envisagée, et parle d'une rencontre suggérée par le dirigeant Russe à Budapest, chez leur ami commun V. Orban.

20/10 : pour cesser de financer la machine de guerre russe, les ministres de l'énergie européens ont décidé d'interdire l'importation de gaz russe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2028, six ans après l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la décision de Gazprom de fermer son gazoduc Nord Stream 1. Le Parlement Européen souhaite la date du 10 janvier 2027.

22/10 : Washington durcit le ton, et le Trésor américain sanctionne les 2 géants pétroliers Rosneft et Lukoil.

23/10 : sommet européen sur la poursuite de l'aide à l'Ukraine, avec 140 milliards d'euros en 2026 et 2027. Opposition de la Belgique qui craint d'être tenu responsable d'une confiscation des actifs russes.

08/11 : la Norvège (une majorité des partis) accepte que le fonds souverain du pays serve de garantie pour utiliser les avoirs russes gelés en faveur de Kiev

10/11 : l'UE durcit ses règles de délivrance des visas pour les citoyens russes

14/11 : Zelensky face à une très grave crise de corruption (2 ministres limogés parmi ses proches + un en fuite)

16/11 : Euroclear sort du silence et menace de poursuites en cas de saisie des avoirs russes

20/11 : Trump sort un « plan de paix » qui est un projet de pure capitulation de l'Ukraine, assorti d'un ultimatum pour accepter ce plan avant le 27/11. Plan mis au point entre les deux hommes d'affaires Steve Witkoff et Kirill Dmitriev, sans les Ukrainiens ni les Européens. Discours très « dramatisé » de Zelensky : perdre sa dignité ou perdre un partenaire majeur.

23/11 : Réunion à Genève des Américains, Ukrainiens et Européens pour « faire évoluer » ce plan + Discussions entre européens en Angola, en parallèle à une rencontre UA et UE.

25/11 : visioconférence des membres de la coalition des volontaires avec Marco Rubio qui confirme la remise à plat du plan d'origine (effacement des points les plus contestés et meilleure prise en compte des intérêts de sécurité ukrainiens et européens).

27/11 : Lors des discussions entre Ankara, Paris et Londres sur la participation turque à une mission de maintien de la paix dans le cadre des garanties de sécurité pour l'Ukraine,

le gouvernement Turc pose ses exigences de clarification, manifestant ainsi clairement son rôle majeur dans les équilibres régionaux.

28/11 : démission d'Andriy Yermak, bras droit de W. Zelensky, impliqué dans l'affaire de corruption dans le domaine énergétique. Soulagement d'une partie de la population qui le détestait et attente de la nomination de son/sa remplaçant.e. Cet affaiblissement - temporaire- du Président Ukrainien pourrait être mis à profit par Trump et Poutine pour arracher un accord à leurs conditions.

30/11 : à Miami une délégation ukrainienne avec le vice-ministre des affaires étrangères Sergiy Kislytsa et le secrétaire du Conseil national de sécurité Rustem Umerov rencontre les responsables américains Steve Witkoff, Marco Rubio et Jade Kushner pour discuter du nouveau « plan de paix » précédemment rectifié à Genève, et qui comporte encore deux sujets non tranchés : la question territoriale et celle des garanties de sécurité. Cette réunion précède la rencontre à Moscou entre Steve Witkoff et Vladimir Poutine le 1° décembre.

01/12 : Zelensky rencontre E. Macron à Paris et annonce reprendre ses consultations pour désigner le chef de l'administration présidentielle. L'attente d'une réforme de la gouvernance est forte. Scepticisme et inquiétudes des Ukrainiens et des Européens quant aux discussions entre Russes et Américains.

03/12 : à Moscou, aucun accord ou compromis n'a été trouvé entre russes et américains, sans que l'on sache quelle a été la base des discussions entre Poutine et Witkoff. Selon Iouri Ouchakov, conseiller diplomatique de Poutine, « on n'est certainement pas plus proche » de la paix qu'on en est éloigné.

03/12 : la Commission Européenne a présenté une proposition détaillée sur la manière dont l'UE pourrait continuer à soutenir financièrement l'Ukraine, en 2026 et 2027. Urgence au vu du retrait américain et de la fin, début 2026, des crédits européens disponibles. Le prêt de réparation imaginé à partir de l'utilisation des actifs de la banque centrale russe gelés au sein d'Euroclear à Bruxelles se heurte à l'opposition de la Belgique, et à l'hypothétique acceptation par la Hongrie du renouvellement tous les six mois, de ce gel. D'où une deuxième option consistant en un emprunt communautaire de 90 milliards d'euros garanti par le budget de l'UE (unanimité = ?). Face à des besoins estimés à 135 milliards, il faudra trouver des aides bilatérales des Etats membres.

04/12 : Miami : Witkoff et Kushner rencontrent Rustem Umerov, le négociateur en chef ukrainien et Andri Hnatov, le chef d'état-major pour les informer des négociations tenues à Moscou sur un plan en 27 points. Oubliées les négociations de Genève avec Marco Rubio impliquant également les Européens, qui sont totalement tenus à l'écart. Au point que l'escale des Américains à Bruxelles a été annulée. Mépris de la part des USA, indignation de l'UE et craintes d'une trahison pour les Ukrainiens sur la question des territoires sans garanties de sécurité claires.

04/12 : En visite à Pékin, le président Macron échoue à convaincre Xi d'user de son influence pour que Poutine accepte un cessez-le-feu. « *Nous nous opposons fermement à toute accusation irresponsable et discriminatoire* » lui a dit le président chinois qui n'a jamais condamné l'invasion russe de l'Ukraine et maintien des relations rapprochées avec Moscou.

05/12 : F. Merz tente de convaincre Bart de Wever (P.M. Belgique) de la possibilité d'utiliser les actifs russes gelés. Un scénario engagé en 2023 par la Commission malgré l'opposition, à l'époque, de la France et de l'Allemagne, et bloqué en avril 2024 par Christine Lagarde (BCE) évoquant le risque de « *rupture de l'ordre international* ». Risque aussi de mesures russes de rétorsion et d'accords insuffisants des Etats membre de l'UE pour apporter au montage du « prêt de réparation » imaginé en faveur de l'Ukraine. Une course d'obstacles politiques et juridiques à l'issue inconnue.

05/12 : publication par Washington du document de stratégie de sécurité nationale (Le Monde des 7+8/12/2025), qui comporte une charge violente contre l'Europe en voie « *d'effacement civilisationnel* », un document perçu, en première approche, comme une déclaration de divorce. L'alliance historique depuis 1945 est abandonnée pour l'exigence d'un alignement idéologique des européens, à travers l'encouragement des partis d'extrême droite, l'affaiblissement de l'Union Européenne, et une prédatation de ses économies. Concernant l'Ukraine, le document indique qu'il est dans « *l'intérêt primordial* » des Etats-Unis de parvenir à une cessation des hostilités négociée.

08/12 : à Londres, K. Starmer, E. Macron et F. Merz retrouvent V. Zelensky pour prendre connaissance de la rencontre des Ukrainiens et des Américains en Floride. Réaffirmation du soutien à l'Ukraine malgré les pressions des Américains sur le Vieux Continent et sur W. Zelensky, réactions prudentes et modérées des 3 dirigeants (mais pas de leurs ministres). Renouvellement de la nécessité d'une défense plus autonome, et rejet des ingérences américaines.

10/12 : V. Zelensky annonce avoir envoyé à Washington une proposition révisée du « plan de paix » de D. Trump, mise au point avec le soutien de ses alliés européens. Enjeux principaux : céder ou non des territoires (Donbass en particulier) et obtenir de vraies garanties de sécurité.

11/12 : l'information - qui figurait dans le « « plan de paix » américain remanié par le président Zelensky- a été donnée par F. Merz : l'Ukraine serait prête à accepter, avec l'aval des Européens, la mise en place d'une zone démilitarisée dans le Donbass. Cette possibilité supposerait le retrait des troupes des deux belligérants de part et d'autre de la ligne de front, et la supervision d'une force internationale incluant les Etats-Unis. Et pour l'Ukraine, elle devrait être approuvée par référendum ou par élections, sachant que majoritairement, la population est opposée à des concessions territoriales.

12/12 : Décision très importante : les Européens ont acté l'immobilisation, jusqu'à la fin de la guerre en Ukraine, des actifs que la banque centrale russe avait placés sur le Vieux Continent avant le conflit. Pour contourner le risque de véto de la Hongrie et de la Slovaquie, l'article 122 du traité sur le fonctionnement de l'UE relatif à la stabilité en période de crise a été utilisé, permettant un vote à la majorité qualifiée au lieu de l'unanimité. Ce faisant, l'UE se donne un moyen d'être décisionnaire aux côtés et pour l'Ukraine dans les négociations qui s'engagent, et d'aider financièrement Kiev en 2026 et 2027 avec le montage -juridiquement et politiquement complexe- d'un « prêt de réparation » de 90Mrds €, assorti de garanties pour la Belgique, pays abritant la plus grande part des actifs russes en Europe.

12/12 : Zelensky annonce la reprise du contrôle de Koupiansk par l'armée ukrainienne. Un élément contradictoire dans la « guerre cognitive » menée par la Russie.

15/12 : Sous la houlette du Chancelier Merz, des négociations se sont tenues à Berlin entre des représentants ukrainiens, américains et européens. Le président Volodymyr Zelensky a déclaré être prêt à renoncer à la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, mais refuse les concessions territoriales demandées par les Américains, tout en soulignant que son pays aurait besoin de garanties de sécurité solides et juridiquement contraignantes de la part des Européens et des Américains. Officiellement, américains, ukrainiens et européens se réjouissent de la « convergence » qui semble se dessiner. Sur cette question des garanties de sécurité, D. Trump reste dans un flou complet. De son côté, la Russie a déjà indiqué qu'elle rejeterait probablement toute proposition émanant des Européens et des Ukrainiens. Moscou semble également opposée à la mise en place d'une zone démilitarisée.

15/12 : signée par V. Poutine, la loi fédérale n° 518-F3 organise la spoliation des biens des Ukrainiens chassés de leurs logements dans les zones occupées, en contradiction avec la Convention de La Haye de 1907.

16/12 : A La Haye, une convention - adoptée par 34 pays + l'UE sous l'égide du Conseil de l'Europe - a établi la Commission internationale des réclamations pour l'Ukraine. Souhaitée par l'Ukraine dès l'invasion de son territoire par la Russie, c'est un précieux outil juridique en vue de la réparation des préjudices qu'elle a subis (86000 déclarations au registre des dommages).

18/12 : lors d'une réunion à Bruxelles des chefs d'Etat et de gouvernement, les objections de Bart De Wever, le premier ministre belge font échec au projet européen d'utiliser les actifs russes immobilisés dans son pays pour financer l'effort de guerre ukrainien. A défaut, le pire a été évité pour les besoins de l'Ukraine en 2026 et 2027, et un prêt de 90 milliards € lui sera apporté. Prêt à taux zéro à rembourser seulement à la fin de la guerre, quand la Russie aura payé des indemnités de réparation (sic !). Cette somme proviendra d'un emprunt avec la garantie du budget de l'UE. Hostiles à la poursuite de l'aide à l'Ukraine, la Hongrie, la Slovaquie et la République Tchèque s'en désolidarisent et ont obtenu de ne pas participer au remboursement de ce prêt. Bel exemple de désunion !

19/12 : V. Poutine fait sa conférence de presse de fin d'année, et juste la veille des négociations qui reprennent à Miami, à l'invitation de Steve Witkoff avec, successivement, les délégations russe et ukrainienne. Rien de nouveau sur le registre « des gentils et des méchants » (c'est l'Ukraine qui a déclenché la guerre, Zelensky est « illégitime » et doit être changé, etc...). Mais il met la barre haut en rappelant l'une de ses exigences maximalistes : le retrait total de l'armée ukrainienne des 4 régions revendiquées par la Russie (Louhansk, Donetsk, Kherson et Zaporijjia), y compris la partie des territoires non conquis par la Russie. Une ligne rouge pour Kiev. Son conseiller diplomatique, Iouri Ouchakov s'est dit « *certain* » que les propositions d'amendements des Ukrainiens et des Européens au « plan Trump » « *n'amélioreraient pas la possibilité de parvenir à une paix de long terme* ».

23/12 : après avoir recueilli et analysé le travail de sa délégation avec les Américains à Miami (mais sans les Russes), V. Zelensky présente le résultat de semaines de négociations pour un « *projet d'accord* » acceptable pour son pays. Le projet initial en 28 points, présenté le 20 novembre, et jugé inacceptable car équivalant à une capitulation, se trouve reformulé en 20 points d'un accord-cadre de paix entre l'Ukraine, l'Europe, les Etats-Unis

et la Russie. Un consensus à l'exception des deux points les plus sensibles : la future gestion de la centrale nucléaire de Zaporijia, occupée par l'armée russe, et les territoires. Sur ces deux points, le président souhaite que les discussions se déroulent « *au niveau des dirigeants* » et attend une réponse de V. Poutine pour le mercredi 25. Sur les garanties de sécurité, qui assureront que la Russie ne pourra pas lancer de nouvelle offensive après un éventuel cessez-le-feu, le projet d'accord affirme que « *les Etats-Unis, l'OTAN et les Etats européens signataires fourniront à l'Ukraine des garanties de sécurité qui refléteront l'article 5* » de l'OTAN. La création d'une zone démilitarisée ou « zone économique libre, dans la partie du Donbass contrôlée par Kiev, est envisagée, ce qui impliquerait que son armée se retire sous certaines conditions. La zone en question devra être contrôlée par des « *forces internationales* » qui garantiraient « *réellement sur le terrain que personne n'y entrera, sous aucun prétexte* ». Les forces armées russes devraient alors s'éloigner de la ligne de front, comme les troupes ukrainiennes, sur « *5, 10 ou 40 kilomètres* », a précisé Volodymyr Zelensky. Il est difficile d'imaginer que la Russie accepte de telles conditions, alors qu'elle a fait de la capture du Donbass un de ses principaux objectifs de guerre. Aussi, le président a précisé qu'une éventuelle création d'une « zone économique libre » ne pourrait être validée qu'après un référendum en Ukraine pour « *déterminer si les gens acceptent cette voie* ». Une telle consultation devrait permettre à la population de se prononcer sur l'ensemble de l'accord. Les conditions pour organiser un tel vote nécessitent, selon le président, un « *véritable cessez-le-feu* » d'au moins soixante jours. Le risque d'un manque de légitimité du référendum pourrait créer des « *divisions internes* » dans le pays, a alerté M. Zelensky. « *Si cette décision est prise, un accord séparé sera conclu entre l'Ukraine, les Etats-Unis et les Russes, qui définiront le statut de la zone économique libre et déterminera les mesures que les deux parties au conflit doivent prendre sur une base équivalente pour le déplacement des forces* », a-t-il ajouté.

Le Monde - 24/12/2025

V. Zelensky n'a pas publié d'ébauche de ce document mais présenté le contenu du plan point par point lors d'une rencontre avec des journalistes, dont *Le Monde* et l'Agence France-Presse, à Kiev. Voici la transcription intégrale de la manière dont il a décrit le contenu de l'accord, traduite de l'ukrainien.

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

### Le plan en 20 points

1. La souveraineté de l'Ukraine sera réaffirmée. Nous déclarons que l'Ukraine est un Etat souverain, et tous les signataires de l'accord le confirment par leur signature.
2. Ce document est un accord de non-agression total et inconditionnel entre la Russie et l'Ukraine. Pour maintenir une paix durable, un mécanisme de surveillance sera établi pour contrôler la ligne de contact par l'intermédiaire d'un suivi aérien sans équipage, afin d'assurer un signalement rapide des violations et de résoudre les différends. Des équipes techniques en arrêteront tous les détails.
3. L'Ukraine recevra de solides garanties de sécurité.
4. L'armée ukrainienne conservera un effectif de 800 000 personnes en temps de paix.

5. Les Etats-Unis, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les Etats européens signataires fourniront à l'Ukraine des garanties de sécurité calquées sur l'article 5 :

- a) Si la Russie envahit l'Ukraine, en plus d'une réponse militaire coordonnée, toutes les sanctions mondiales contre la Russie seront rétablies.
- b) Si l'Ukraine envahit la Russie ou ouvre le feu sur le territoire russe sans provocation, les garanties de sécurité seront réputées nulles et non avenues. Si la Russie ouvre le feu sur l'Ukraine, les garanties de sécurité entreront en vigueur.
- c) Des garanties de sécurité bilatérales ne sont pas exclues au titre du présent accord.

6. La Russie formalisera une politique de non-agression envers l'Europe et l'Ukraine dans toutes les lois et documents requis pour la ratification.

7. L'Ukraine deviendra membre de l'Union européenne (UE) dans un délai précisément défini, et l'Ukraine bénéficiera à court terme d'un accès privilégié au marché unique de l'UE.

8. Un solide programme mondial de développement pour l'Ukraine, dont le contenu sera à définir dans un accord distinct sur l'investissement et la prospérité future. Il couvrira un large éventail de domaines économiques, notamment, sans s'y limiter :

- La création d'un fonds de développement de l'Ukraine pour investir dans des secteurs à forte croissance, dont la technologie, les centres de données et l'intelligence artificielle.
- Les Etats-Unis et les entreprises américaines coopéreront avec l'Ukraine et co-investiront dans la reconstruction, ainsi que dans le développement, la modernisation et l'exploitation des infrastructures gazières de l'Ukraine, y compris ses gazoducs et ses installations de stockage.
- Des efforts conjoints seront déployés pour reconstruire les zones touchées par la guerre, afin de restaurer, rebâtir et moderniser les villes et les quartiers résidentiels.
- Le développement des infrastructures.
- L'extraction de minéraux et de ressources naturelles.
- La Banque mondiale fournira un dispositif de financement spécial pour garantir des fonds, afin d'accélérer ces efforts.
- Un groupe de travail de haut niveau sera créé, prévoyant la nomination d'un dirigeant financier mondial en qualité d'administrateur, chargé d'organiser la mise en œuvre du plan stratégique de reconstruction et de maximiser les perspectives de développement futur.

9. Plusieurs fonds seront créés et consacrés au redressement de l'économie ukrainienne, à la reconstruction des zones et régions endommagées, ainsi qu'aux questions humanitaires.

- Les Etats-Unis et les pays européens créeront un fonds d'investissement en capital et de subventions d'un montant cible de 200 milliards de dollars [*environ 170 milliards d'euros*] pour un financement transparent et efficace en Ukraine.
- Un large éventail d'investissements en capital et d'autres instruments financiers seront mobilisés pour la reconstruction de l'Ukraine. Les institutions mondiales de

reconstruction utiliseront des mécanismes destinés à renforcer et faciliter ces efforts.

- L'Ukraine appliquera les standards les plus exigeants au niveau mondial afin d'attirer l'investissement direct étranger.
- L'Ukraine se réserve le droit à réparation pour les dommages infligés.

10. Après la conclusion du présent accord, l'Ukraine accélérera le processus de conclusion d'un accord de libre-échange avec les Etats-Unis.

11. L'Ukraine confirme qu'elle demeurera un Etat non nucléaire, conformément au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

12. La centrale nucléaire de Zaporijia sera gérée conjointement par trois pays : l'Ukraine, les Etats-Unis et la Russie.

13. Les deux pays s'engagent à mettre en œuvre des programmes éducatifs dans les écoles et au sein de la société qui favorisent la compréhension et la tolérance à l'égard des différentes cultures et qui combattent le racisme et les préjugés. L'Ukraine appliquera les règles de l'UE en matière de tolérance religieuse et de protection des langues minoritaires.

14. Dans les oblasts de Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson, la ligne de déploiement des troupes à la date du présent accord est de facto reconnue comme la ligne de contact.

- Nous confirmons de facto en tant que parties qu'il s'agit de la ligne de contact - là où nous nous trouvons actuellement.
- Un groupe de travail se réunira pour déterminer le redéploiement des forces nécessaire pour mettre fin au conflit, ainsi que pour définir les paramètres de potentielles futures zones économiques spéciales.
- Après une base équivalente pour les mouvements militaires, des forces internationales seront déployées le long de la ligne de contact pour veiller au respect du présent accord. Si la décision est prise d'établir une telle zone, elle devra recevoir une approbation spéciale du Parlement ukrainien ou faire l'objet d'un référendum.
- La Fédération de Russie doit retirer ses troupes des oblasts de Dnipropetrovsk, Mykolaïv, Soumy et Kharkiv pour que le présent accord entre en vigueur.
- Les parties conviennent de respecter les règles, garanties et obligations des conventions de Genève de 1949 et de leurs protocoles additionnels, qui s'appliquent pleinement sur le territoire, y compris les droits humains universellement reconnus.

15. Après s'être entendues sur de futurs arrangements territoriaux, la Fédération de Russie et l'Ukraine s'engagent toutes deux à ne pas modifier ces dispositions par la force.

16. La Russie n'entravera pas l'utilisation par l'Ukraine du Dniepr et de la mer Noire à des fins commerciales.

17. Un comité humanitaire sera créé pour résoudre les questions en suspens.

- Tous les prisonniers de guerre restants, y compris ceux condamnés en Russie de 2014 à ce jour, seront échangés selon le principe du « tous contre tous ».
- Tous les civils et otages détenus, y compris les enfants et les prisonniers politiques, seront libérés.

- Des mesures seront prises pour remédier aux problèmes et aux souffrances des victimes du conflit.

18. L'Ukraine doit organiser des élections dès que possible après la signature de l'accord.

19. Le présent accord a force obligatoire. Sa mise en œuvre sera surveillée et garantie par un conseil de paix présidé par le président Donald Trump. L'Ukraine, l'Europe, l'OTAN, la Russie et les Etats-Unis feront partie de ce mécanisme. Des sanctions s'appliqueront en cas de violations.

20. Une fois que toutes les parties auront accepté le présent accord, un cessez-le-feu total entrera immédiatement en vigueur.

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

28/12 : officiellement devant la presse, V. Zelensky et D. Trump portent une appréciation positive sur le processus en cours qui rapprocherait d'un accord. Mais les espoirs de convergence issus des travaux menés depuis le plan en 28 points jusqu'au plan en 20 points ont été nettement amoindris par le fait que D. Trump ait eu un entretien téléphonique « *très productif* » avec V. Poutine juste avant de recevoir le président Ukrainien.

29/12 : la Russie envoie une « bombe informationnelle » : une résidence personnelle de V. Poutine à Valdaï aurait été attaquée par 91 drones ukrainiens. Aussitôt démentie par Kiev. Aucun élément de preuve n'a pu être trouvé ou fourni par la suite.

### 31/12 : Discours du Président Zelensky

Kiev, le 31 décembre 2025

« *Chers Ukrainiens, chères Ukrainiennes,*

*Dans quelques minutes, la nouvelle année commencera. Je donnerais tout, absolument tout au monde, pour pouvoir dire dans cette allocution que la paix commencera elle aussi dans quelques minutes. Malheureusement, je ne peux pas encore le faire. Mais la conscience tranquille, moi – et nous tous – pouvons affirmer que l'Ukraine fait absolument tout pour la paix, et continue de le faire.*

*Je suis rentré à Kyiv hier à six heures du matin. Notre équipe a passé presque vingt heures sur la route. L'accord de paix est prêt à quatre-vingt-dix pour cent. Il reste dix pour cent – et c'est bien plus que de simples chiffres. Ces dix pour cent contiennent en réalité quatre-vingt-dix-neuf pour cent de ce qui déterminera le destin de la paix, le destin de l'Ukraine et de l'Europe. La manière dont les gens vivront. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent pour sauver des millions de vies. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de détermination nécessaire pour que la paix fonctionne à cent dix pour cent – avec l'unité et la sagesse indispensables de l'Ukraine, de l'Amérique, de l'Europe, du monde entier. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent vers la paix.*

*Je veux que nous soyons tous sur la même longueur d'onde, que nous comprenions la réalité de la même manière, que nous soyons armés – et pas seulement sur le champ de bataille – armés de la vérité sur qui veut quoi, réellement.*

*Que veut l'Ukraine ? Que veut l'Amérique ? Que veut la*

*Russie ? Que veulent l'Europe et le monde ?*

*Commençons par l'essentiel.*

*Que veut l'Ukraine ? La paix ? Oui – mais pas à n'importe quel prix. Nous voulons la fin de la guerre, pas la fin de l'Ukraine.*

*Sommes-nous fatigués ? Énormément.*

*Cela signifie-t-il que nous sommes prêts à nous rendre ?*

*Ceux qui le pensent se trompent lourdement. Et ils n'ont manifestement jamais compris qui sont les Ukrainiens.*

*Un peuple qui tient depuis mille quatre cent sept jours de guerre à grande échelle. Prenez conscience de ces chiffres.*

*C'est plus long que l'occupation nazie de nombreuses villes ukrainiennes durant la Seconde Guerre mondiale. Mille quatre cent sept jours d'une Ukraine insoumise. Une Ukraine qui passe pratiquement chaque nuit dans des abris, chaque jour dans la lutte, souvent sans électricité, souvent sans sommeil, de nombreux jours sur les positions – mais toujours sans panique, sans chaos, sans divisions. Dans l'unité, pour la paix.*

*Voulons-nous que la guerre s'arrête ? Évidemment.*

*Pourquoi cela n'est-il pas encore arrivé ? La réponse est juste à côté de notre pays.*

*La Russie peut-elle arrêter la guerre ? Oui.*

*Le veut-elle ? Non.*

*Le monde peut-il l'y contraindre ? Oui – et c'est la seule manière dont cela fonctionne.*

*Pourquoi le monde ne le fait-il pas pleinement ? Regardons les choses honnêtement, telles qu'elles sont.*

*La Russie ne met jamais fin à ses guerres d'elle-même. Il n'existe pas dans l'histoire de guerre qu'elle aurait arrêtée de sa propre volonté.*

*Seulement sous la pression extérieure. Seulement sous la contrainte – qu'elle appelle ensuite un « geste de bonne volonté ». Cela a toujours été le cas. Tous ceux contre qui Moscou a fait la guerre peuvent en témoigner : la Pologne, la Turquie, la Finlande, la Syrie, la Géorgie, l'Abkhazie, l'Ossétie, la Tchétchénie. La liste est infinie, car presque tout le territoire russe a été assemblé par la guerre.*

*Voilà avec qui nous avons affaire.*

*Nous – l'Ukraine, l'Europe, l'Amérique, le monde.*

*« Quittez le Donbass et tout s'arrêtera. »*

*En russe, cela signifie tromperie.*

*En ukrainien, en anglais, en allemand, en français – dans n'importe quelle langue du monde – cela signifie exactement la même chose : un mensonge.*

*Et pourtant, certains y croient encore. Hélas. Trop souvent, on évite la vérité en appelant cela de la diplomatie. Alors que ce n'est que du mensonge en costume.*

*C'est pour cela que la pression s'exerce sur l'Ukraine. Et c'est pour cela que nous nous battons et prouvons.*

*Après la Crimée, après l'occupation de parties du Donetsk et du Louhansk, après l'invasion à grande échelle du 24 février, après Boutcha, Marioupol, Olenivka – et tout ce que le Kremlin fait encore aujourd'hui – croire la Russie sur parole, c'est une condamnation. Une condamnation de la sécurité internationale et de tout dirigeant censé protéger son peuple.*

*Nos arguments ont-ils été entendus ? Nous l'espérons.*

*Ont-ils été pleinement acceptés ? Pas encore.*

*C'est pourquoi nous parlons de quatre-vingt-dix pour cent, et non de cent. Les intentions doivent devenir des garanties de sécurité, ratifiées par le Congrès des États-Unis, par les parlements européens, par tous les partenaires. Le « papier de Budapest » ne suffit pas. Les accords de Minsk – une impasse soigneusement rédigée – ne conviennent pas à l'Ukraine. Les signatures au bas d'accords faibles ne font qu'alimenter la guerre.*

*Ma signature ne figurera que sous un accord fort.*

*Chaque rencontre, chaque appel, chaque décision vise une paix solide – pas pour un jour, une semaine ou deux mois, mais pour des années. C'est alors seulement que ce sera un succès pour l'Ukraine, l'Amérique, l'Europe – pour tous les peuples qui veulent vivre, pas combattre.*

*Je l'ai dit au président Trump. Lors de notre première rencontre, quand tout aurait pu finir dans la tempête. Et lors de la rencontre récente, qui donne à tous l'espoir que la paix est proche. Elle n'a jamais été aussi possible – et nous pouvons l'assurer ensemble. Soyons honnêtes : changer le climat des relations entre l'Ukraine et les États-Unis n'a pas été simple. Du premier*

*Bureau ovale aux angles les plus aigus, jusqu'aux conversations qui ont confirmé une vérité simple : sans l'Ukraine, rien ne fonctionne.*

*L'Ukraine a défendu son droit à la parole. Le monde voit que l'Ukraine se respecte – et c'est pour cela qu'on nous respecte. Preuve évidente : sept rencontres cette année avec le président américain – à Washington, New York, La Haye, au Vatican.*

*Le président des États-Unis évoque toujours notre peuple, parle du courage avec lequel les Ukrainiens se battent pour le monde entier. Et c'est une fierté. La fierté d'être président d'un peuple qui tient bon, qui frappe des cibles militaires ennemis et des raffineries, qui ramène la guerre en Russie, qui forme les militaires de l'OTAN, qui démontre ce que sont les drones modernes, qui inflige des coups asymétriques à la Russie et oblige Poutine à mentir – prétendant avoir pris Koupiansk trois fois et abattu des drones de ses propres mains près de sa résidence.*

*Une Ukraine lucide, dotée de capacités de frappe à longue portée, avec des arguments, de la sagesse, de la dignité – prête au compromis, mais jamais à l'humiliation.*

*Aujourd'hui, il n'existe que deux options.*

*Soit le monde arrête la guerre de la Russie.*

*Soit la Russie entraîne le monde dans sa guerre.*

*Et c'est un choc qu'après tant de guerres, après quatre années de guerre en Ukraine, il faille encore l'expliquer.*

*L'Amérique peut-elle arrêter l'agresseur rapidement et résolument ? Oui.*

*Les sanctions existent – nous en sommes reconnaissants.*

*Elles font mal, mais elles ne fonctionneront que si l'étau se referme complètement. Le pétrole russe est déjà moins cher, mais les tankers doivent s'arrêter totalement. Les usines russes ralentissent, mais elles doivent s'arrêter.*

*Un Tomahawk entre les mains de l'Ukraine prouverait une seule chose : la paix n'a pas d'alternative.*

*L'Europe le comprend-elle ? Oui. Toute l'Europe ? Pas encore. Et je ne veux pas que cette compréhension arrive un jour à quatre heures du matin, comme ce fut le cas en*

*Ukraine. Je ne veux pas que ce soient des chars marqués de la lettre « Z » dans les rues européennes qui l'enseignent.*

*L'Ukraine est aujourd'hui le seul bouclier entre la vie confortable européenne et le « monde russe ».*

*Sans l'Ukraine, demain viendront les questions : pourquoi défendre la Pologne ? Qui défendra les pays baltes ?*

*L'Ukraine a besoin de l'Europe. L'Europe a besoin de l'Ukraine.*

*Cette unité nous a déjà permis d'obtenir cent milliards de dollars de soutien. C'est la stabilité de notre armée, la sécurité de notre peuple, des salaires, des pensions – la vie. Et la justice, car au final, c'est la Russie qui paie.*

*Chers peuples, la nouvelle année arrive.*

*Elle arrivera malgré tout.*

*Nous sommes comme ça. Nous sommes Ukrainiens. Nous trouverons comment célébrer. Ce sera beau. Ce sera bon. Il y aura un verre de champagne.*

*Et un toast. Un seul, pour des millions d'Ukrainiens.*

*Pour nos soldats sur la ligne de front.*

*Pour ceux qui ont donné leur vie.*

*Pour ceux qui sauvent, soignent, protègent.*

*Pour ceux de service cette nuit.*

*Pour ceux revenus de captivité.*

*Pour ceux que nous attendons encore.*

*Pour la fin de la guerre.*

*Pour la paix.*

*La Russie devra mettre fin à la guerre dès qu'elle aura une raison de plus de faire la paix que de combattre. Et comme le disent nos soldats : il suffit de tenir un jour de plus qu'eux.*

*Soyons plus forts, ne serait-ce que de dix pour cent. Ces dix pour cent qui nous permettront de choisir la paix à cent pour cent.*

*Je vous le souhaite à tous.*

*Que nous soyons.*

*Que l'Ukraine soit.*

*Bonne année, cher peuple.*

*Gloire à l'Ukraine ! »*

\*\*\*

02/01/26 : le président Zelensky nomme Kyrylo Boudanov au poste de chef de l'administration présidentielle, en remplacement d'Andriy Yermak, emporté par un scandale de corruption. K. Boudanov, 40 ans, très populaire, dirigeait jusque-là le service de renseignement militaire (HUR).

05/01 : Vassyl Maliouk, le puissant et populaire chef du SBU, le service de sécurité d'Ukraine est évincé par V. Zelensky, mais continuera à superviser les opérations spéciales au sein de ce service. Un vaste mouvement de réorganisation des organes sécuritaires est donc engagé, qui semble anticiper un possible échec de la phase diplomatique en cours,

selon les propos du président Ukrainien : « *Il doit y avoir davantage d'opérations asymétriques ukrainiennes contre l'occupant et l'Etat russe, davantage de résultats probants dans la destruction de l'ennemi* » ... « *Si la Russie s'y oppose et que nos partenaires ne la contraignent pas à cesser les hostilités, une autre voie s'imposera : celle de la défense. Et à ce stade, de nouvelles forces seront nécessaires* ». (07/01/26 Thomas d'Istria)

06/01 : quinzième réunion de la coalition des volontaires à Paris, avec 35 pays présents, les USA étant représentés par Steve Witkoff et Jared Kushner. Communiqué de l'Elysée. **« Déclaration de Paris - Des garanties de sécurité robustes pour une paix solide et durable en Ukraine. »**

Publié le 6 janvier 2026

*Nous, membres de la Coalition des volontaires, l'Ukraine et les États-Unis, nous sommes réunis aujourd'hui à Paris.*

*Nous avons tous réaffirmé notre engagement en faveur d'une paix juste et durable en Ukraine, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, et nous nous sommes félicités des progrès accomplis, notamment dans le cadre des discussions entre les Américains, les Ukrainiens, les partenaires européens et d'autres partenaires.*

*Nous avons tout particulièrement souligné clairement que la capacité de l'Ukraine à se défendre est d'une importance capitale pour garantir l'avenir de la sécurité de l'Ukraine et la sécurité collective euro-atlantique. Nous avons confirmé que la garantie de la souveraineté et de la sécurité durable de l'Ukraine doit faire partie intégrante de tout accord de paix, et que tout règlement devra être soutenu par des garanties de sécurité solides pour l'Ukraine.*

*Nous sommes prêts à nous engager en faveur d'un système de garanties politiquement et juridiquement contraignantes qui sera activé dès l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu, en complément d'accords bilatéraux de sécurité et conformément à nos dispositions constitutionnelles et juridiques respectives.*

*Ces garanties de sécurité comprendront notamment les éléments suivants :*

- 1. La participation à un mécanisme de suivi et de vérification du cessez-le-feu mené par les États-Unis. Un système de surveillance du cessez-le-feu fiable et continu sera mis en place, avec des contributions des membres de la Coalition des volontaires. La Coalition des volontaires sera également représentée au sein de la Commission spéciale qui sera créée pour examiner toute violation, en attribuer la responsabilité et y remédier.*
- 2. Un soutien aux forces armées de l'Ukraine. La Coalition a décidé de continuer à fournir aux forces armées de l'Ukraine une assistance militaire à long terme et de l'armement qui leur sont essentiels pour garantir le maintien de leurs capacités. En effet, ces forces armées demeureront la première ligne de défense et de dissuasion. Ce soutien comprendra notamment, mais pas uniquement : des paquets pour la défense à long terme ; une aide au financement de l'achat d'armes ; la poursuite de la coopération avec l'Ukraine s'agissant de son budget national pour le financement des forces armées ; un accès aux dépôts de défense capables de fournir une assistance supplémentaire rapide en cas de nouvelle attaque armée ;*

*un soutien pratique et technique à l'Ukraine dans la construction d'ouvrages de défense.*

3. *Une force multinationale pour l'Ukraine créée grâce aux contributions des nations volontaires dans le cadre de la Coalition afin de soutenir la reconstitution des forces armées de l'Ukraine et de soutenir la dissuasion. Une planification militaire coordonnée a été conduite pour préparer des mesures de réassurance dans les airs, en mer et sur terre ainsi que la reconstitution des forces armées de l'Ukraine. Nous avons confirmé que ces mesures de réassurance seront mises en œuvre scrupuleusement à la demande de l'Ukraine dès lors qu'une cessation des hostilités crédible sera intervenue. Ces actions seront dirigées par l'Europe, avec le concours d'États non européens membres de la Coalition et avec la participation des États-Unis.*
4. *Des engagements contraignants pour soutenir l'Ukraine en cas de nouvelle attaque armée de la Russie afin de rétablir la paix. Nous sommes convenus de finaliser des engagements contraignants définissant notre approche du soutien à l'Ukraine et du rétablissement de la paix et de la sécurité en cas de nouvelle attaque armée de la Russie. Ces engagements peuvent comprendre l'utilisation de capacités militaires, le soutien en matière de renseignement et de logistique, des initiatives diplomatiques et l'adoption de sanctions supplémentaires.*
5. *Un engagement pour le renforcement de la coopération de défense à long terme avec l'Ukraine. Nous sommes convenus de continuer à développer et à approfondir la coopération de défense mutuellement bénéfique avec l'Ukraine, entre autres : la formation, la production industrielle conjointe dans le domaine de la défense, notamment en utilisant les instruments européens pertinents, et la coopération en matière de renseignement.*

*Nous avons en outre décidé d'établir une cellule de coordination États-Unis/Ukraine/Coalition au quartier général opérationnel de la Coalition à Paris.*

*Paris, 6 janvier 2026.*

*(Traduit de l'anglais) »*

« Espoirs et doutes sur les garanties de sécurité », titrait Le Monde du 8 janvier 2026, du fait des incertitudes maintenues par D. Trump sur le « *backstop* ».

09/01 : les Russes tirent un missile hypersonique Orelancer sur Lviv, présenté comme représailles à la frappe de drone ukrainien le 28 décembre 2025 sur la résidence de V. Poutine à Valdaï, frappe totalement inventée et qui n'a jamais eu lieu. C'est surtout une réponse négative à l'accord entre Américains, Ukrainiens et Européens, et en particulier à son volet d'engagements de sécurité comportant une participation militaire américaine. Sans doute aussi une inquiétude quant aux nouvelles menaces américaines de sanctions économiques.

15/01 : La réponse russe a été catégorique. La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a averti que toute présence militaire occidentale en Ukraine serait considérée comme une « cible légitime », illustrant les [menaces de Poutine](#). Le chancelier allemand Friedrich Merz a souligné, pour sa part, que la mise en œuvre de ces garanties exige le consentement de la Russie, consentement auquel, selon lui, « nous sommes probablement encore assez loin. (Source MSN)

16/01 : A Moscou, début du procès lancé par la Banque centrale russe (BCR) contre la société belge Euroclear, qui détient l'essentiel des avoirs de la Russie gelés en Europe. Motif : la BCR reproche à Euroclear de lui avoir causé un "préjudice" en la privant de la gestion de "liquidités et titres" lui appartenant. La procédure aura lieu à huis clos, à la demande de la BCR qui a souhaité "protéger le secret bancaire".

16/01 : le président Zelensky n'a pas exclu qu'un document scellant la position commune euro-ukraino-américaine dans une éventuelle négociation sur un accord de paix avec la Russie puisse être signé à Davos.

Dans l'actualité politico-médiatique, un événement chasse l'autre à grande vitesse : Vénézuéla, Cuba, Iran, Groenland, ce qui fait passer l'Ukraine au second plan pendant un certain temps.

19 au 23/01 : au sein ou autour du forum de Davos, le Grand Continent nous informe que le dimanche 1er février, des représentants ukrainiens, russes et américains se réuniront de nouveau dans la capitale émiratie après un premier cycle de discussions ce week-end des 24 et 25/01/2026, après une rencontre Poutine, Witkoff et Kushner à Moscou. Et que Zelensky a déclaré qu'un accord sur les garanties de sécurité est prêt à être signé avec les Etats-Unis. Le Président Ukrainien a également adressé de sévères reproches à ses alliés européens quant à leur faiblesse. Le Grand Continent rappelle aussi que **rien ne semble indiquer un infléchissement de la position de Moscou**. Le président russe a réitéré jeudi 22 sa position quant à un règlement du conflit : la fin de la guerre n'est envisageable qu'à la condition d'un retrait ukrainien du Donbass. L'armée russe multiplie ses frappes sur les infrastructures critiques, privant d'électricité, de chauffage et d'eau une grande partie de Kiev. Et Youri Ouchakov, conseiller diplomatique de Poutine, a déclaré suite à la réunion avec les représentants de Trump jeudi 22 que «la Russie continuera de poursuivre sans relâche les objectifs de l'opération militaire spéciale sur le terrain tant que la question territoriale ne sera pas résolue « *selon la formule convenue à Anchorage* ». Cette formulation vise à exploiter l'ambiguïté entourant les conclusions du sommet américano-russe d'août 2025 en Alaska afin de suggérer qu'il aurait abouti à une entente commune – favorable à Moscou – et à un accord entre les États-Unis et la Russie pour mettre fin à la guerre en Ukraine.

23/01 : réunion des chefs d'Etat et de gouvernement européens pour examiner la relation transatlantique depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. « *Imprévisibilité, c'est le mot de l'année* » déclare Kaja Kallas, alors que l'UE est dépendante des Etats-Unis pour sa sécurité et pour trouver une issue à la guerre en Ukraine.

### Annexe 3 Pays membres de la Coalition des volontaires

Initiative, rendue publique le 2 mars 2025 lors du sommet de Londres sur l'Ukraine, avec 18 membres au départ

(Source Wikipédia)

**Liste des pays et des organisations présentes à Paris le 6 janvier 2026**

Début 2026, 35 pays<sup>[14]</sup> font partie de la Coalition des volontaires :

-  [Albanie](#)
-  [Allemagne](#)
-  [Australie](#)
-  [Autriche](#)
-  [Belgique](#)
-  [Bulgarie](#)
-  [Canada](#)
-  [Chypre](#)
-  [Croatie](#)
-  [Danemark](#)
-  [Espagne](#)
-  [Estonie](#)
-  [Finlande](#)
-  [France](#)
-  [Grèce](#)
-  [Irlande](#)
-  [Islande](#)
-  [Italie](#)
-  [Japon](#)
-  [Lettonie](#)
-  [Lituanie](#)
-  [Luxembourg](#)
-  [Monténégro](#)
-  [Norvège](#)
-  [Nouvelle-Zélande](#)
-  [Pays-Bas](#)
-  [Pologne](#)
-  [Portugal](#)
-  [Roumanie](#)
-  [Royaume-Uni](#)
-  [Slovénie](#)
-  [Suède](#)
-  [Tchéquie](#)
-  [Turquie](#)
-  [Ukraine](#)

28 des 32 [États membres de l'OTAN](#) font partie de la coalition, les exceptions étant les [États-Unis](#), la [Hongrie](#), la [Slovaquie](#) et la [Macédoine du Nord](#). 24 des 27 [États membres de l'Union européenne](#) font partie de la coalition, les exceptions étant la Hongrie, la Slovaquie et [Malte](#). Aux membres de ces organisations s'ajoutent le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Ukraine.